

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

BURDEN SHARING 2030

9/3/2020

Mandat de la CNC:

Mandat du 5 avril 2019 (approuvé par procédure écrite)

Un IKW restreint avec les cabinets climat et énergie a été organisé afin de donner suite à la mise à jour du rapport du GT Burden Sharing 2030.

Dans ce cadre, il est proposé de donner les nouvelles missions suivantes au GT Burden Sharing 2030:

1. Rédiger l'accord de coopération Burden Sharing en ce qui concerne (a) les réductions de gaz à effet de serre (règlement ESR) et (b) les revenus de la mise aux enchères (révision directive ETS).

Aucun chiffre ne doit être indiqué par le GT dans ce projet d'accord de coopération; ceux-ci feront l'objet d'une décision politique par la suite tout comme la question éventuelle du financement climatique international.

2. Compléter le rapport du GT en ce qui concerne (a) LULUCF: en indiquant clairement les options politiques disponibles, (b) le renouvelable: en indiquant les travaux en cours dans la filière CONCERE et les questions politiques déjà soulevées dans cette filière et (c) l'efficacité énergétique: en indiquant les travaux en cours dans la filière CONCERE et les questions politiques déjà soulevées dans cette filière.

La CNC invite le GT Burden sharing 2030 à communiquer l'état d'avancement de ses nouveaux travaux lors de la prochaine réunion plénière de la CNC.

Décision de la CNC du 23 octobre 2019

- Le GT Burden Sharing 2030 reprendra son travail sur base du nouveau mandat du 5/4/2019. Le GT fera une mise à jour de la note synthétique dressant l'inventaire des questions politiques à traiter en IKW (y compris celles déjà inventoriées dans le mandat du 5/4/2019).
- Un IKW sera organisé par la Présidence fin novembre 2019, sur base de la note synthétique du GT Burden Sharing 2030. La présidence proposera également une méthode et une organisation du travail pour les discussions politiques.
- Le GT Burden Sharing 2030 travaillera aussi (mais en second lieu) sur le texte juridique du projet d'accord de coopération Burden Sharing 2030 sur base de l'accord de coopération Burden Sharing 2020

1. Inventaire des questions politiques

- **Non-ETS:**
 - Répartition de l'objectif BE de -35% (pourcentage et trajectoires en tonnes éq CO₂ après définition de la trajectoire de la Belgique au niveau de l'UE)
 - Déterminer les efforts au niveau fédéral
 - Répartition des formes de flexibilité quantitativement limitées (droit d'utilisation des crédits LULUCF)
 - Aspects de solidarité
 - Réglementation des émissions du transport
- **LULUCF:**
 - Répartition au niveau des régions de la règle de non-débit
 - Répartition des flexibilités disponibles (crédits relatifs à la gestion forestière)
 - Niveau de référence HWP
 - Aspects de solidarité
- **Energie renouvelable et Efficacité énergétique :**
 - Accords si nous n'atteignons pas l'objectif de 13% d'énergie renouvelable pour la Belgique après 2020 (mise en œuvre de l'article 32, paragraphe 4, de la directive sur la gouvernance) ...
 - Accords d'enregistrement et d'élaboration de l'article 7
- **Répartition du produit des enchères**
- **Contribution au financement climatique international**
- **Conformité**

2. Éléments politiques et techniques à intégrer dans le Burden Sharing

Le GT Burden Sharing 2030 propose ci-dessous la liste des points à faire figurer dans un accord de coopération. La section 3 détaille le contenu des articles de la législation analysée.

Les points pour lesquels une **décision politique** est **indispensable** sont repris **en gras souligné**.

Les autres points qui *pourraient* être traités sans décision politique, mais doivent cependant figurer dans un accord de coopération afin d'éviter toute ambiguïté d'interprétation durant la période d'engagement et d'assurer la conformité de la Belgique par rapport à ses engagements, notamment en matière de rapportage, sont également listés.

Cette distinction est fondée sur des éléments techniques, mais ne constitue naturellement pas une position du GT Burden Sharing 2030 et pourra être adaptée en fonction de la guidance donnée par la CNC.

Conformément au mandat, le GT LULUCF a analysé les options disponibles et propose ci-dessous des clés de répartition pour les différents articles du Règlement LULUCF (UE) 2018/841.

Green deal : Cette note est basée sur la législation existante. Le Green deal annoncé par la Commission pourrait amener des propositions de révision de ces législations en juin 2021, qui devront ensuite être négociées. En l'absence d'éléments concrets à ce stade, le GT n'est pas en mesure d'intégrer ces aspects dans la présente note.

2.1. Règlement ESR ((UE) 2018/842)

- **Article 4: Trajectoires de réductions GES**

Il est à noter que les émissions des années 2005, 2016, 2017 et 2018, qui seront nécessaires pour calculer les trajectoires, ne seront rapportées qu'en mars 2020 puis soumises à une review européenne approfondie. La trajectoire belge sera ensuite publiée dans un Acte d'exécution¹ de la Commission (Implementing Act) en 2020. Les trajectoires définitives des Régions, exprimées en tonnes CO₂-eq., ne seront pas connues avant cette date. Cela ne change rien au fait qu'une répartition en pourcentage de l'objectif peut déjà avoir lieu.

- **Article 5: Flexibilités**

L'article 5 concerne les flexibilités interannuelles (banking, borrowing) et entre Etats membres. Il pourrait être transposé de la même façon que pour la période 2013-2020. **Le maintien du principe de solidarité (taux actuel inclus dans l'AC de 75%)** doit être confirmé par une décision politique.

- **Article 6 (Flexibilité pour certains États membres à la suite d'une réduction des quotas du SEQE de l'Union européenne)**

Il concerne la flexibilité avec le secteur ETS (possibilité de réduire les quantités de quotas mises aux enchères sous ETS et d'utiliser ces quotas pour assurer la conformité ESR). Le GT mettra en œuvre la décision du Comité de Concertation du 18/12/2019.

- **Article 7: Plafond d'utilisation des crédits LULUCF éventuels**

Le GT LULUCF propose d'appliquer la clé européenne pour le partage de ce plafond entre les régions. Le calcul détaillé est présenté en section 3 de cette note.

- **Articles 8 (Mesures correctives) et 9 (Contrôle de la conformité)**

Ces articles pourraient être transposés du point de vue technique, comme cela a été fait dans les articles 19 à 22 de l'accord de coopération relatif au burden-sharing 2013-2020 : compte tenu du fait que l'objectif non-ETS belge est réparti entre les Régions de même que les unités du quota annuel d'émissions, il y a lieu d'évaluer chaque année le respect par chacune des Régions de ses obligations en matière de réduction des émissions. Pour ce faire, un solde régional est calculé chaque année pour chaque Région. Pour les cas dans lesquels les Régions n'ont pas toutes soit un solde positif, soit un solde négatif, pour une année déterminée de la période de conformité, des dispositions particulières sont adoptées, qui prévoient les différents cas possibles.

2.2. Règlement LULUCF ((UE) 2018/841)

¹ La Commission adopte des actes d'exécution fixant les quotas annuels d'émissions pour les années 2021 à 2030, exprimés en tonnes équivalent CO₂ comme indiqué aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Aux fins de ces actes d'exécution, la Commission procède à un réexamen complet des dernières données des inventaires nationaux pour les années 2005 et 2016 à 2018 communiqués par les États membres conformément à l'article 7 du règlement (UE) no 525/2013. (L 156/32, Journal officiel de l'Union européenne, 19 juin 2018).

- **Article 4**

La *no-debit rule* concerne la somme de plusieurs sous-secteurs, qui sont directement liés au territoire régional et comptabilisés dans les inventaires régionaux, comme les autres secteurs non-ETS des inventaires régionaux. Les niveaux de référence de la gestion forestière sont établis au niveau régional. En se référant aux précédents *burden-sharing*, il semblerait logique, comme pour les autres émissions/séquestrations de gaz à effet de serre, que chaque région soit responsable des résultats sur son territoire. Le GT LULUCF propose donc que chaque région soit responsable du respect de la *no-debit-rule* au niveau régional.

- **Harvested Wood Products**

Ce sous-secteur est actuellement calculé au niveau national, sur base des statistiques FAO. Un *burden sharing* sera donc nécessaire pour ce poste. En l'absence de statistiques régionales relatives au *harvested wood products* et vu les larges incertitudes des estimations régionales de récolte annuelle, le GT LULUCF estime que le critère le plus objectif pour effectuer la répartition (tant du niveau de référence projeté que des futures émissions et séquestrations) serait les superficies forestières telles que reprises dans le NIR. Cette clé de répartition est présentée en section 3 de cette note.

- **Article 13: Plafond de compensation pour la gestion forestière.**

Le GT LULUCF propose de répartir ce plafond en appliquant à chacune des régions le pourcentage appliqué au niveau belge par la Commission européenne. Le résultat de ce calcul est présenté en section 3.

2.3. Révision Directive ETS ((UE) 2018/410)

- **Article 10, §1^{er}: revenus de la mise aux enchères**

- Article 10bis, §6 (remarque : cet article est l'article 10 bis dans les versions française et néerlandaise, mais l'article 10a dans la version anglaise)

Ce point ne doit pas faire l'objet d'un *burden sharing* mais il faudra prévoir que les entités se concertent chaque année pour vérifier si le seuil est dépassé et assurer les contributions au rapport le cas échéant.

2.4. Règlement sur la Gouvernance ((UE) 2018/1999)

- Article 4, point d)

Il n'est pas nécessaire de mentionner dans le *burden-sharing* les obligations relatives au niveau d'interconnexion électrique pour 2030. Cette compétence est exclusivement fédérale et l'objectif 2030 est déjà atteint.

- **Articles 31, 32 et 34**

Si l'application de ces articles amène une révision des objectifs belges en matière d'énergie renouvelable, un *burden sharing* sera nécessaire pour la Directive SER. Des recommandations en matière d'efficacité énergétique sont également possibles.

2.5. Directive SER ((UE) 2018/2001)

- **Article 3, §1** (objectif SER)

L'article ne fixe pas d'objectif national contraignant, il n'est donc a priori pas indispensable de le prendre en compte. L'objectif belge est directement déterminé par la somme des objectifs des entités dans le cadre du PNEC.

Cependant, l'article 31 du règlement sur la Gouvernance prévoit un renforcement éventuel des objectifs si la somme des engagements des Etats membres ne permet pas d'atteindre les 32% de SER au niveau européen. En application de cet article, la Commission a recommandé, le 18 juin 2019 (SWD2019/211) "d'augmenter sensiblement le niveau d'ambition pour 2030, à au moins 25% d'énergies renouvelables, en tant que contribution de la Belgique à l'objectif de l'Union en la matière à l'horizon 2030.

La contribution belge à l'objectif européen consistera en la somme des contributions des différentes entités et s'élèvera, selon la version finale du PNEC, à 17,5 % en 2030. . L'exercice de mise en commun du PNEC a démontré que la Belgique atteindrait une part d'énergie renouvelable dans la consommation finale brute d'énergie de 17.5%, soit 7.5 points de pourcentage en-deçà de la recommandation de la Commission.

Il sera donc utile de prévoir une méthodologie de travail dans le cas où la Commission recommanderait d'aller au-delà des engagements de chaque entité.

De plus, l'article 32 du règlement sur la Gouvernance prévoit une responsabilisation de l'Etat Membre qui ne respecterait pas un ou plusieurs points de référence nationaux en 2022, 2025 ou 2027, tels que définis à l'article 4 dudit règlement. Ce principe pourrait être répliqué au niveau des Régions.

Enfin, le même article prévoit une responsabilisation de l'Etat qui retomberait au cours de la période 2021-2030 sous son objectif 2020 (pour BE 13%).

- Article 23

L'article prévoyant une part de SER de +1,3 pp/an pour le chauffage et refroidissement (including waste heat) est un objectif indicatif. La Commission a recommandé le 18 juin 2019 (SWD2019/211): "à intensifier les efforts déployés dans le secteur du chauffage et du refroidissement pour atteindre l'objectif indicatif fixé à l'article 23 de la directive (EU) 2018/2011". Chaque Région pourrait être responsable de cet objectif.

- Article 25 (pourcentage de SER dans les transports)

L'article fixe également aux fournisseurs un objectif d'énergie renouvelable de 14% pour le transport, il précise également la manière dont cet objectif peut ou pas être atteint et ajoute un sous-objectif de minimum de biocarburants avancés et de biogaz produits à partir des matières premières énumérées à l'annexe IX de la directive de 0,2% en 2022, d'au moins 1% en 2025 et d'au moins 3,5% en 2030. Le GT rappelle que le volet renouvelable dans le transport est composé en plus de la part d'électricité renouvelable utilisée dans le transport sur route et sur rail. La Commission a recommandé le 18 juin 2019 (SWD2019/211) d'"intensifier les efforts visant à accroître et à diversifier les énergies renouvelables dans le secteur des transports".

En ce qui concerne les objectifs reposants sur des contributions ou des objectifs indicatifs déterminés par chaque entité dans le cadre de ces compétences, chacune serait responsable du respect de sa trajectoire et de l'atteinte de son objectif.

Il serait néanmoins utile de prévoir une méthodologie de travail pour le cas où la Commission, par exemple, ferait des recommandations allant au-delà des engagements de chaque entité ou constaterait que la Belgique retombe en-dessous de son plancher de 13% d'ER dans la CFBE. Cette liste n'est pas exhaustive et devrait être complétée par le Groupe de travail.

2.6. Directive Energy Efficiency ((UE) 2018/2002)

- Article 3: Objectif efficacité énergétique

Cet article précise que chaque État membre fixe les contributions indicatives nationales d'efficacité énergétique en vue d'atteindre les objectifs de l'Union pour 2030. Cet objectif n'est pas contraignant. Néanmoins, il est lié organiquement aux réductions d'émissions de GES dans le secteur non-ETS. De plus, l'article prévoit également que la Commission fasse une proposition législative en 2023 qui pourrait revoir les objectifs à la hausse. Dans ce cas, une répartition entre les entités pourrait s'avérer nécessaire. Enfin, la Commission a recommandé le 18 juin 2019 (SWD2019/211) à la Belgique "d'accroître son niveau d'ambition en matière d'efficacité énergétique en réduisant la consommation d'énergie finale, compte tenu de la nécessité d'intensifier les efforts pour atteindre l'objectif d'efficacité énergétique de l'Union à l'horizon 2030".

En ce qui concerne les objectifs reposant sur des contributions ou des objectifs indicatifs déterminés par chaque entité dans le cadre de ces compétences, chacune serait responsable du respect de sa trajectoire et de l'atteinte de son objectif.

Il sera néanmoins utile de prévoir une méthodologie de travail dans le cas où la Commission, par exemple, ferait des recommandations suggérant d'aller au-delà des engagements de chaque entité.

- Article 7, point 1): Obligations en matière d'économie d'énergie.

- Contrairement à l'article 3, l'obligation de mise en œuvre décrite à l'article 7 est contraignante.
- L'obligation prévue par l'article 7 est formulée en énergie finale.

Les entités fédérées contribueront à la contribution belge avec des politiques et mesures et l'état fédéral, dans le cadre dans ses propres compétences, contribuera à la contribution belge par des mesures d'accompagnement.

2.7. Financement climatique international

La Belgique devra prévoir un **budget pour le financement climatique international après 2020** qui devra faire l'objet d'une répartition entre les entités et qui pourrait entrer dans le cadre des discussions sur le Burden Sharing 2030.

3. Analyse de la législation européenne

Les textes réglementaires identifiés comme pouvant avoir un lien avec le burden sharing sont résumés aux points 3.2 à 3.8 ci-dessous. Pour chacun des points, les articles qui présentent un lien potentiel avec le burden sharing sont identifiés. L'articulation de ces dossiers est présentée au point 3.1 ci-dessous.

3.1. Articulation des différents dossiers

Le Règlement sur la Gouvernance (UE/2018/1999) définit les obligations des Etats membres en matière de planification énergie-climat (PNEC) et rapportage d'objectifs, contributions ou autres engagements dans ces matières. La législation sectorielle (notamment directives SER et EE) introduit des dispositions qui s'imposent aux Etats membres et dont il convient aussi d'envisager la mise en œuvre ou la transposition dans le "système" belge. Certaines d'entre elles présentent un intérêt particulier dans le cadre de la présente réflexion et seront donc également abordées.

Au niveau des bases réglementaires, le GT Burden Sharing 2030 estime dès lors qu'il est pertinent de se baser à la fois sur les législations sectorielles et sur le Règlement sur la Gouvernance pour préparer le burden sharing 2030.

La distinction la plus frappante est que, pour certains thèmes, un objectif national contraignant est imposé, par exemple en ce qui concerne les réductions des émissions de GES non-ETS, tandis que, pour d'autres thèmes tels que l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, chaque État membre définit une contribution nationale dans le PNEC. Toutefois, cette contribution pourrait être revue en fonction des recommandations de la Commission européenne après examen des PNEC nationaux, si la somme des objectifs nationaux pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables est insuffisante pour atteindre les objectifs européens contraignants (article 31 Règlement Gouvernance).

Le GT Burden Sharing 2030 note également que le burden sharing devrait être élaboré de manière cohérente notamment avec les objectifs du PNEC belge et du pacte énergétique, qui peuvent le nourrir, parmi d'autres éléments.

Tableau récapitulatif des législations analysées

| Texte réglementaire | Articles |
|---|---|
| Règlement sur la Gouvernance (UE) 2018/1999 ² | Article 4, point a); article 4, point b); article 31; article 32; article 34. |
| Effort Sharing Regulation (UE) 2018/842 ³ | Article 4; article 5; article 6; article 7; article 8; article 9, article 10 |
| Règlement LULUCF (UE) 2018/841 ⁴ | Article 4; article 11; article 12; article 13; article 14. |
| Révision Directive ETS (UE) 2018/410 ⁵ | Article 10, §1; article 10, §2, article 10bis, §6. |
| Directive Sources d'Énergie Renouvelables (UE) 2018/2001 ⁶ | Article 3 (1); article 23; article 25; article 8; article 9; article 11; article 13; article 5. |
| Révision Directive Energy Efficiency (UE) 2018/2002 ⁷ | Article 3; article 7 |
| Financement climatique international | Décision 1- / CP. 21, point 53, article 9, §3, de l'Accord de Paris |

² Règlement (UE) 2018/1999 du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, modifiant les règlements (CE) n° 663/2009 et (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil, les directives 94/22/CE, 98/70/CE, 2009/31/CE, 2009/73/CE, 2010/31/UE, 2012/27/UE et 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2009/119/CE et (UE) 2015/652 du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil.

³ Règlement (UE) 2018/842 du Parlement Européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et modifiant le règlement (UE) n° 525/2013.

⁴ Règlement (UE) 2018/841 du Parlement Européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, et modifiant le règlement (UE) n° 525/2013 et la décision (UE) n° 529/2013.

⁵ Directive (UE) 2018/410 du Parlement Européen et du Conseil du 14 mai 2018 modifiant la directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone, et la décision (UE) 2015/1814.

⁶ Directive (UE) 2018/2001 du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte).

⁷ Directive (UE) 2018/2002 du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2018 modifiant la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique.

3.2. Règlement sur la Gouvernance de l'union de l'énergie ((UE) 2018/1999

Article 4, point a)

L'article 4, point a), reprend le cadre général du PNEC pour la dimension "décarbonisation". Il comprend plusieurs points qui pourraient être considérés dans le cadre du burden sharing 2030:

- (1) l'objectif obligatoire de réduction de GES;
- (2) les limites annuelles contraignantes d'émissions de GES;
- (3) les engagements de la Belgique par rapport au secteur LULUCF;
- (4) la contribution nationale à l'objectif spécifique **contraignant** de l'Union d'au moins 32% d'énergies renouvelables en 2030, tel qu'il est visé à l'article 3 de la directive (UE) 2018/2001, avec une trajectoire indicative pour cette contribution à partir de 2021;

Tous ces points sont développés dans d'autres directives et règlements en infra.

Article 4, point b)

Ce sous-article, relatif à la dimension "efficacité énergétique", devrait également être pris en compte s'il est confirmé qu'il est nécessaire que les objectifs belges et de l'Union en matière d'efficacité énergétique doivent figurer dans le burden sharing 2030.

- (1) la contribution indicative nationale en matière d'efficacité énergétique en énergie primaire ou en énergie finale;
- (2) le volume d'économie d'énergie au stade de l'utilisation finale à réaliser au cours de la période 2021-2030.

Article 31: Intervention en cas de manque d'ambition des plans nationaux intégrés pour l'énergie et le climat

En cas de manque d'ambition des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, la Commission pourra adresser des recommandations aux Etats membres et/ou proposer des mesures au niveau de l'Union. Le burden sharing pourrait, dès lors, prévoir comment la Belgique devrait répartir de nouvelles impositions.

Si le niveau d'ambition des projets de plans nationaux ou des projets de mise à jour des plans définitifs s'avère insuffisant pour atteindre collectivement les objectifs de l'union de l'énergie, la Commission pourra émettre des recommandations aux Etats membres leur demandant d'accroître le niveau d'ambition (article 31, §1).

La Commission pourra également prendre des mesures au niveau de l'Union pour garantir la réalisation collective des objectifs généraux et spécifiques si le niveau d'ambition des plans nationaux intégrés ou de leurs mises à jour s'avère insuffisant pour atteindre collectivement ces objectifs et pour la première période de dix ans, en particulier les objectifs spécifiques pour 2030 portant sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (article 31, §3).

Article 32: Intervention en cas de progrès insuffisant concernant les objectifs généraux et spécifiques de l'Union en matière d'énergie et de climat

En cas de progrès insuffisants concernant les objectifs généraux et spécifique de l'Union en matière d'énergie et de climat, la Commission:

- formulera des recommandations à un Etat membre si celle-ci conclut à une insuffisance des progrès accomplis par ce dernier (article 32, §1),

- pourra formuler des recommandations à tous les Etats membres si celle-ci conclut que les objectifs de l'UE ne seront pas atteints (article 32, §2),
- proposera, en plus, le cas échéant, des mesures afin de garantir la réalisation des objectifs spécifiques de l'Union pour 2030 en ce qui concerne les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et ainsi combler un éventuel déficit de réalisation (article. 32, §2).

Une autre éventualité en cas de progrès insuffisants serait pour les Etats membres de prendre des mesures supplémentaires afin d'assurer la réalisation des objectifs généraux et spécifiques et ainsi combler un éventuel déficit de réalisation (article 32).

Par exemple, dans le domaine des énergies renouvelables, les objectifs nationaux des Etats membres pour 2020 doivent servir de point de départ pour leur trajectoire indicative nationale relative à la période allant de 2021 à 2030 (part de référence). Par conséquent, pendant cette période, la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie de chaque Etat membre ne doit pas être inférieure à sa part de référence. Si un Etat membre ne maintient pas sa part de référence, telle qu'elle est mesurée sur une période d'un an, il doit, dans un délai d'un an, prendre des mesures supplémentaires pour combler cet écart avec son scénario de référence. Si cet Etat membre a effectivement adopté les mesures nécessaires et qu'il a respecté l'obligation qui lui incombait de combler l'écart, il devra être réputé respecter les dispositions obligatoires de son scénario de base à partir du moment où l'écart est apparu (article 3, §4 Directive SER + article 32, §4 Règlement gouvernance).

Si la Commission conclut qu'un ou plusieurs points de référence indicatifs de l'Union ne sont pas atteints, les Etats membres qui sont en deçà de leurs points de référence nationaux devraient combler cet écart en mettant en œuvre des mesures supplémentaires dans un délai d'un an à compter de la date de réception de l'évaluation de la Commission. Les Etats membres devront faire figurer ces mesures dans leur rapport d'avancement (article 32, §3 Règlement gouvernance).

Enfin, de manière générale, si un Etat membre ne respecte pas sa trajectoire indicative et est en deçà d'un de ses points de référence nationaux, il doit faire figurer dans son rapport d'avancement les mesures additionnelles envisagées pour combler cet écart (article 32, §5).

Il serait donc opportun de définir les responsabilités respectives des différentes entités à cet égard dans le cadre du burden sharing 2030.

Article 34: Recommandations de la Commission aux Etats membres

Article 34 prévoit que la Commission peut faire des Recommandations aux Etats membres.

3.3. Effort Sharing Regulation (ESR) pour la période 2021-2030 ((UE) 2018/842)

Les secteurs hors ETS sont traités par l'*Effort Sharing Regulation* (ESR). Ce règlement définit des objectifs nationaux de 2021 à 2030 en fonction d'un objectif de réduction de 30% dans l'ensemble de l'UE dans les secteurs hors ETS en 2030 par rapport à 2005. En ce qui concerne le burden sharing 2030, les articles suivants pourraient y être abordés:

Article 4: Niveaux annuels d'émissions pour la période 2021-2030

Cet article fixe les limites d'émissions des États membres en 2030 et la manière dont les niveaux d'émissions sont déterminés pour 2030. L'approche des limites annuelles d'émissions contraignantes fixées par l'ESD est maintenue. Les niveaux d'émissions annuels sont déterminés en fonction d'une trajectoire linéaire commençant en 2020 (ou aux 5/12 de l'écart entre les émissions 2019 et 2020, en

choisissant l'option qui résulte en l'allocation la plus basse), par les émissions moyennes pour 2016-2018⁸, en fonction des données les plus récentes sur les émissions de GES. Les allocations annuelles d'émissions (AEA) en équivalent CO₂ pour chaque État membre, pour chaque année de la période 2021-2030, seront fixées par un acte d'exécution. La date de publication de cet acte d'exécution n'est pas fixée. Il est à noter que les émissions de l'année 2018 ne seront rapportées qu'en mars 2020 puis soumise à une review européenne. Les trajectoires définitives des Régions ne seront pas connues avant cette date.

Article 5: Flexibilités sous forme de prélèvements, de mises en réserve et de transferts

Cet article définit la flexibilité dont disposent les États membres pour atteindre leurs limites annuelles, y compris la flexibilité dans le temps grâce au 'banking' et à l'emprunt d'allocations annuelles d'émissions (AEA) pendant la période d'engagement, et la flexibilité entre les États membres grâce aux transferts d'AEA. Comme pour le burden sharing 2013-2020, il serait nécessaire de déterminer dans quelle mesure les Régions peuvent faire usage de ces marges de manœuvre en tout ou en partie.

En outre, il existe deux autres mécanismes de flexibilité, repris par les articles 6 et 7, qui pourraient avoir un lien avec le burden sharing 2030:

Article 6: Flexibilité pour certains États membres à la suite d'une réduction des quotas du SEQE de l'Union européenne

Un nouveau mécanisme de flexibilité est établi par l'annulation d'une partie des quotas ETS qu'un Etat-membre peut mettre aux enchères, jusqu'à une limite établie pour la Belgique à 2% des émissions de 2005 (pour les 10 ans de la période 2021-2030, soit 0,2% des émissions de 2005 chaque année). Un tel mécanisme permet à l'Etat-membre concerné de faire valoir cette annulation de quotas, afin d'atteindre ses objectifs nationaux de réduction sous l'ESR (Effort Sharing Regulation EC/2018/842, non-ETS).

Les États membres éligibles devaient décider au plus tard pour le 31 décembre 2019 s'ils veulent utiliser cette flexibilité et à quelle hauteur (maximum 2% pour la Belgique). Des montants précis seront alors déterminés dans l'acte d'exécution fixant les quotas d'émission annuels qui peuvent être annulés pour ces Etats. En effet, une enveloppe globale maximale de 100 millions de quotas à annuler est disponible pour ceux-ci.

Ce point a été abordé lors de la réunion du comité de concertation du 18/12/2019, où il a été décidé que la Belgique notifiera⁹ son intention de faire usage de l'annulation limitée de quotas du SEQE de l'Union européenne jusqu'à concurrence de 1,89% des émissions belges de 2005 pour chaque année de la période 2021-2030, conformément à l'article 6, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/842.

L'utilisation notifiée est répartie comme suit entre les régions (pourcentage en fonction des émissions ESR 2005) :

⁸ Pour la période 2013-2020, la trajectoire commençait en 2013, représentée par les émissions moyennes 2008-2010.

⁹ La notification a été faite dans la foulée de la réunion.

| Région flamande | Région wallonne | Région de Bruxelles-Capitale | Belgique |
|-----------------|-----------------|------------------------------|----------|
| 1,18% | 0,71% | 0% | 1,89% |

Chaque région peut unilatéralement décider, en 2024 et en 2027, d'une révision à la baisse de son pourcentage. Chaque région informe la Commission Nationale Climat si elle s'abstient d'utiliser la flexibilité à laquelle elle a droit. Le cas échéant, cette flexibilité peut être transférée à une autre entité dans des conditions à préciser dans un futur accord de burden-sharing.

Chaque région assume elle-même la baisse des revenus des enchères belges, liée aux quotas EU ETS non mis aux enchères en raison de l'utilisation de ce mécanisme de flexibilité par la région en question. Par conséquent, les revenus d'enchères correspondant au montant des quotas EU ETS annulés pour une entité particulière sont déduits des revenus d'enchères de cette même entité.

L'annulation des quotas EU ETS se fait selon la méthode qui sera utilisée au niveau européen. La clé de répartition incluse dans cette décision ne préjuge pas de la répartition des revenus des enchères sur la période 2021-2030.

Sur la base des chiffres régionaux provisoires de 2005, tels que fournis pour la partie analytique du projet de PNEC, la répartition serait estimée comme suit. Ces chiffres seront mis à jour en 2020, avec les chiffres de 2005 tels qu'approuvés par la Commission européenne :

| | Région flamande | Région wallonne | Région de Bruxelles-Capitale | Belgique |
|---|-----------------|-----------------|------------------------------|----------|
| Emissions ESD 2005 scope 13-20 | 46.348 | 28.060 | 4.442 | 78.850 |
| Part dans les émissions 2005 ESD | 58,78% | 35,59% | 5,63% | |
| Part dans les 2% de flexibilité maximale | 1,18% | 0,71% | 0,11% | 2,00% |
| Estimation provisoire du volume de flexibilité (kt CO ₂ -eq) | 9.270 | 5.612 | 888 | 15.770 |

Article 7: Utilisation supplémentaire, jusqu'à concurrence de 280 millions, d'absorptions nettes résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF)

Un nouveau mécanisme de flexibilité permet aux États membres, dans la mesure où ils en ont besoin, d'utiliser un nombre limité d'absorptions nettes sous certaines conditions. Les limites pour chaque État membre, en équivalent CO₂, sont énumérées à l'annexe III du texte.

Si les séquestrations du secteur dépassent les émissions dudit secteur, après vérification de la règle de non débit de l'article 4 du règlement LULUCF, et si les émissions de GES d'un Etat membre pour une année dépassent son quota annuel d'émission, alors les crédits générés par le secteur UTCATF peuvent être utilisés dans le cadre de l'Effort Sharing Regulation jusqu'à un plafond fixé à 3,8 Mt CO₂-éq pour la Belgique, soit en moyenne 380 kt CO₂-éq par an. Une autre possibilité est la vente des crédits supplémentaires à d'autres Etats-membres pour leur permettre de respecter la "no-debit rule". Des crédits obtenus en 2021-2025 pourront également être mis en réserve pour la période 2026-2030.

Si au contraire les émissions dépassent les séquestrations, des AEAs provenant de l'ESR ou d'achat à d'autres Etats-membres devront être utilisés pour assurer le respect de la "no-debit rule".

Clé de répartition Article 7 ESR

La Commission a défini 3 catégories de part des émissions agricoles (<15%, 15-25% et >25%), qui donnent lieu à 3 plafonds respectifs par Etat Membre, calculés sur base de 3,75%, 7,5% ou 15% des émissions agricoles de 2008-2012.

Les trois régions sont dans la même catégorie, avec des émissions agricoles représentant moins de 15% des émissions totales. Le seuil est donc calculé pour chaque région sur base de 3,75% des émissions moyennes du secteur agricole en 2008-2012, telles que rapportées dans la soumission 2017, comme repris dans le tableau ci-dessous, extrait de l'impact assessment (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016SC0249&from=EN>). Les données régionales sont exprimées en kt CO₂ avec 3 décimales, pour disposer des quantités exactes en tonnes de CO₂-eq.

Les données régionales de la soumission 2017 ont été fournies par CELINE/IRCEL et sont reprises ci-dessous.



LULUCF - Burden sharing - plafond art 1

| | Pourcentage | Emissions agri 2008-2012, selon soumission 2017 | Plafond de flexibilité ESD selon article 7 (ktCO ₂ -eq.) | Plafond de compensation selon article 7, ajusté sur 3,8 Mt (unité: kt CO ₂) |
|----------|-------------|---|---|---|
| Wallonie | 3,75% | 4.766,63 | 1.787,486 | 1.786,148 |
| Flandre | 3,75% | 5.373,28 | 2.014,981 | 2.013,472 |
| RBC | 3,75% | 1,02 | 0,381 | 0,381 |
| Belgique | 3,75% | 10.140,92 | 3.802,847 | 3.800 |

Proposition de répartition du plafond d'utilisation des mécanismes de flexibilité.

Cependant, il sera sans doute opportun de considérer également dans ce cas des clauses spécifiques visant à assurer que la Belgique puisse utiliser pleinement ce plafond, en prévoyant des mécanismes adéquats au cas où par exemple une seule région en a l'usage, à l'image des mécanismes prévus pour l'ESD dans le cadre du burden sharing 2013-2020.

Article 8: Mesures correctives

Sur base de l'évaluation annuelle réalisée par la Commission, si les progrès réalisés par un Etat membre s'écartent de son allocation annuelle de quotas d'émission, l'Etat concerné devra élaborer un plan d'action correctif comportant des mesures supplémentaires à mettre en œuvre afin de s'assurer qu'il respectera bien ses obligations ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre qui permet l'évaluation des progrès annuels. Le burden sharing 2030 devrait donc :

- Prévoir la possibilité de devoir recourir à un tel plan d'action, dans le cas où les progrès réalisés par la Belgique s'écartent de son allocation annuelle d'émission;
- Dans le cas où une entité ne respecterait pas son allocation annuelle de quotas d'émissions, il faudrait également pouvoir définir les modalités de mise en conformité de celle-ci.

Article 9 : Contrôle de la conformité

Les dispositions relatives au contrôle de la conformité et aux mesures correctives prévues dans l'ESR sont maintenues moyennant une modification, à savoir que le contrôle de la conformité n'interviendra que tous les cinq ans pour chacune des années précédentes de la période de programmation.

Selon l'article 9, §1, si un État membre ne respecte pas le quota annuel d'émissions qui lui a été attribué pour l'une des années de la période, des mesures correctives, sous la forme d'ajout aux émissions de l'année suivante d'un supplément égal à la quantité d'émissions excédentaires exprimée en tonnes équivalent CO₂, multipliée par un facteur de 1,08, seront appliquées¹⁰. Le droit de cet État membre de transférer une partie de son AEA sera suspendu jusqu'à ce qu'il respecte à nouveau ses obligations.

Selon l'article 9, §2, si un Etat membre ne respecte pas ses obligations dans le cadre du règlement LULUCF, compte tenu des mécanismes de flexibilité LULUCF prévus dans le règlement LULUCF, ('*no-debit rule*': pas d'émission nette du secteur), la part des émissions LULUCF qui dépasse les absorptions sera soustraite des AEA de l'Etat membre.

Article 10: Ajustements

Comme sous l'ESR, la Commission ajuste les quotas annuels d'émissions de chaque Etat membre afin de tenir compte des ajustements du nombre de quotas ou de crédits ETS. Le *burden sharing* 2030 devrait le prévoir.

3.4. Règlement LULUCF pour la période 2021-2030 ((UE) 2018/841)

Ce règlement précise les modalités d'inclusion du secteur LULUCF dans la politique climatique de l'UE à partir de 2021.

Les articles du règlement LULUCF qui pourraient figurer au sein du *burden sharing* 2030 sont:

Article 4: Engagements

La Belgique devra assurer qu'aucune émission nette ne résulte du secteur LULUCF sur son territoire, après application des règles comptables prévues dans le règlement et compte tenu des flexibilités. Ce principe est désigné comme la règle du bilan neutre et positif (*no-debit rule*). En cas d'émissions, la part des émissions LULUCF qui dépasse les absorptions sera soustraite des AEA de l'Etat membre sous ESR (article 9, §2 ESR).

En pratique, la Belgique a soumis son *National Forest Accounting Plan* (NFAP), le 21/1/2019. Ce rapport inclut les **Forest Reference Levels calculés séparément pour les trois régions**, qui serviront de référence pour calculer les émissions ou séquestrations issues de la gestion forestière.

¹⁰ Ce facteur de 1,08 représente donc une sanction qui augmente l'effort à fournir.

Une review mutuelle entre Etats membres, appuyé par un groupe d'experts externes et la Commission, s'est tenue durant la première quinzaine d'avril. En juin, la Commission EU a publié une synthèse des recommandations techniques issues de la review. Une bilatérale entre la Commission européenne et les experts belges (représentants des 3 régions et de Gembloux Agro BioTech) a eu lieu fin août pour discuter des recommandations. Il en ressort que le plan belge ne présente pas de problème majeur. Le NFAP révisé a été approuvé par la CNC le 17/12/2019 avec de nouvelles projections établies par Gembloux Agro Bio Tech.

Comme les *Forest Reference Level* sont déterminés au niveau régional dans le National Forest Accounting Plan et relèvent directement des compétences régionales, tout comme le rapportage des émissions et séquestrations de la **gestion forestière**, le burden sharing concernant la gestion forestière pourrait consister techniquement en une comptabilisation séparée par chacune des régions.

Les postes de **gestion des terres de cultures et de prairies** sont calculés sur base des rapports régionaux, tout comme les émissions et séquestrations du **boisement/déboisement**. Comme pour la gestion forestière, chaque région pourrait comptabiliser séparément les émissions ou séquestrations sur base de l'inventaire régional.

En se référant aux précédents burden-sharing, il semblerait logique, comme pour les autres émissions/séquestrations de gaz à effet de serre, que **chaque région soit responsable des résultats sur son territoire. L'accord devrait donc préciser que chaque région est responsable du respect de la no-debit-rule au niveau régional.**

Harvested Wood Products (LULUCF): ce sous-secteur est actuellement calculé au niveau national, sur base des statistiques FAO. Un burden sharing sera donc nécessaire pour ce poste. En l'absence de statistiques régionales relatives au harvested wood products et vu les larges incertitudes des estimations régionales de récolte annuelle, **le critère le plus objectif pour effectuer la répartition (tant du niveau de référence projeté que des futures émissions et séquestrations) serait les superficies forestières telles que reprises dans le NIR.**

Selon le NIR 2019 (page 219), les % régionaux sont les suivants:

The distribution of forests in Belgium is shown in table 6.3 .

| Regions | Forest cover | % of the total |
|------------------|--------------|---------------------|
| | % | Belgian forest area |
| Wallonia | 28,4% | 75,4% |
| Flanders | 13,1% | 24,3% |
| Brussels Capital | 12,3% | 0,3% |
| Belgium | 20,6% | 100% |

Table 6.34 Forest cover in Belgium (source: National Institute of Statistics and regional forest inventories)

La clé pour la répartition du niveau de référence HWP et les futures émissions/séquestrations serait donc les % de surface totale repris dans le tableau. Il est proposé d'utiliser cette référence du NIR, car il s'agit d'un document public facilement accessible.

Articles 11 (Flexibilités) et 12 (Flexibilités générales)

Les États membres ont la possibilité de compenser les émissions dans une catégorie comptable par les absorptions dans une autre catégorie comptable sur leur territoire (calcul selon l'article 4). Les émissions excédentaires par rapport aux absorptions devront être compensées par l'annulation d'AEA sous ESR (article 12, §1). Les émissions excédentaires de la catégorie 'gestion forestière' pourraient

cependant être compensées suivant l'article 13, avec un plafond de compensation fixé par Etat membre.

D'autre part, les Etats membres peuvent aussi cumuler les absorptions nettes comptabilisées dans ses comptes sur la période de 10 ans. Les absorptions en excès peuvent être transférées à un autre Etat membre afin de garantir le respect de la règle du bilan neutre ou positif. Enfin, les États membres sont tenus de prévoir un suivi adéquat, conforme au présent règlement, afin de bénéficier des flexibilités.

Pour la Belgique, la possibilité pour les entités d'utiliser ces flexibilités, en tout ou en partie, devra être abordée dans le cadre du burden sharing 2030.

L'utilisation éventuelle de crédits LULUCF est plafonnée au niveau belge, selon l'article 7 du Règlement ESR. Cet aspect est abordé dans la section ESR consacrée à l'article 7.

Article 13 (Flexibilité pour les terres forestières gérées)

L'article 13 prévoit un «plafond de compensation», qui permet de ne pas comptabiliser une partie des émissions éventuelles de la gestion forestière. Ce plafond a été fixé en appliquant aux émissions/séquestrations historiques des Etats membres des pourcentages, déterminés en fonction de l'importance relative de leur superficie forestière par rapport à la superficie totale. Pour la Belgique, le plafond est de 2,2 Mt (6% des -36,1 Mt de séquestration rapportées en 2000-2009 au moment de l'adoption du Règlement). Ce plafond pourrait être réparti entre régions selon le pourcentage appliqué au niveau européen, sur base de la version des inventaires utilisés lors de l'adoption du Règlement. Cependant, il sera sans doute opportun de considérer également dans ce cas des clauses spécifiques visant à assurer que la Belgique puisse utiliser pleinement ce plafond, en prévoyant des mécanismes adéquats au cas où par exemple une seule région en a l'usage, à l'image des mécanismes prévus pour l'ESD dans le cadre du burden sharing 2013-2020.

Il est à noter que le pourcentage de compensation dépendait du pourcentage de superficie forestière.

Si l'on se réfère au document WK 9076/2017 INIT du 6/9/2017, dont les extraits sont repris ci-dessous, appliquer strictement la clé européenne semble difficilement applicable: selon les pourcentage de superficie forestière repris plus haut (partie HWP), seule la Région wallonne aurait droit à une compensation de 6% de son puits moyen (elle n'atteint pas le seuil des "forest-rich countries" de 34,8% de surface forestière) tandis que la Flandre et la Région de Bruxelles Capitale n'auraient que 2% de leur puits moyen. Il resterait donc un solde à répartir entre les régions.

L'option la plus simple serait donc de répartir le plafond en appliquant à chacune des régions le pourcentage belge, soit 6% du puits rapporté en 2017, multiplié par les 10 ans de la période. Ceci revient à appliquer la clé européenne, mais sans classer les régions selon leur % de superficie forestière. Le total de 2,16 a été arrondi par la Commission à 2,20. Cette quantité supplémentaire est répartie entre les régions au prorata de leur puits moyen. Les données sont exprimées en kt CO₂ avec 3 décimales, pour disposer des quantités exactes en tonnes de CO₂-eq.

| | Facteur de compensation | Puits moyen 2000-2009, selon soumission 2017 | Plafond de compensation selon article 13 (Mt CO ₂) | Plafond de compensation selon article 13, ajusté sur 2,20 Mt (unité: kt CO ₂) |
|----------|-------------------------|--|--|---|
| Wallonie | 6% | -2,82 | -1,69 | -1.721,296 |

| | | | | |
|----------|----|-------|-------|-----------------|
| Flandre | 6% | -0,77 | -0,46 | -468,519 |
| RBC | 6% | -0,02 | -0,01 | -10,185 |
| Belgique | 6% | -3,61 | -2,16 | -2.200 |

Proposition de répartition de la compensation selon l'article 13



WK-9076-2017-INIT-E
N non paper PCDY 18C

4. Amount of the compensation

The total maximum amount of potentially available compensations for the EU as a whole will be -359,5 MtCO₂eq/10years.

Very forest rich countries (i.e: above 45%) with a total land area below the EU28 average total land area have fewer possibilities to increase the sink compared to larger forest rich countries and thus require a higher compensation factor. To accommodate the special circumstances and need of small, forest-rich countries, an additional compensation factor was therefore introduced. The maximum amount of compensation for the 10-year period may be calculated (Table 1):

- MS average forest sink (2000-2009) x compensation factor x 10
- MS are divided into four groups based on the ratio of forest area/total land area – the EU average ration is 34,8%).
- A compensation factor is applied to each group: 32%; 12%; 6%; 2%
 - Small, very forestry rich MS -> over 45% forest area/total land area ratio
 - Forest rich MS -> 45% - 34,8%
 - medium rich -> between average and ½ of average
 - Forest poor MS -> below ½ of average

Eligibility criteria (remain as stated in the former non-paper):

- Long-term low emission strategy submitted in accordance with Governance Article 14;
- Compensation applies only on debits on the sink side;
- A MS may compensate up to the amount of forest related debits as counted, but only up to the maximum amount set in the new Annex.

All units MtCO₂eq

| A* | B | C | D | E* |
|----------------|---------------------------------------|--------------|---------------------------|--|
| Member State | Avg forest cover/land cover 2000-2009 | Comp. factor | Avg forest sink 2000-2009 | Compensation limit (sink x factor x 10yrs) |
| Austria | 45,2% | 32,0% | -5,34 | -17,1 |
| Belgium | 22,8% | 6,0% | -3,61 | -2,2 |
| Bulgaria | 32,4% | 6,0% | -9,31 | -5,6 |
| Czech Republic | 33,1% | 6,0% | -5,14 | -3,1 |
| Cyprus | 17,2% | 2,0% | -0,15 | -0,03 |
| Germany | 29,6% | 6,0% | -45,94 | -27,6 |
| Denmark | 12,6% | 2,0% | -0,56 | -0,1 |
| Estonia | 50,9% | 32,0% | -3,07 | -9,8 |
| Greece | 25,4% | 6,0% | -1,75 | -1,0 |
| Spain | 28,2% | 6,0% | -26,51 | -15,9 |
| Finland | 64,5% | 12,0% | -36,79 | -44,1 |
| France | 35,1% | 12,0% | -51,23 | -61,5 |
| Croatia | 40,9% | 12,0% | -8,04 | -9,6 |
| Hungary | 19,7% | 6,0% | -1,58 | -0,9 |
| Ireland | 6,4% | 2,0% | -0,85 | -0,2 |
| Italy | 24,0% | 6,0% | -24,17 | -14,5 |
| Lithuania | 31,0% | 6,0% | -5,71 | -3,4 |
| Luxembourg | 32,8% | 6,0% | -0,49 | -0,3 |
| Latvia | 47,9% | 32,0% | -8,01 | -25,6 |
| Malta | 0,2% | 2,0% | 0,00 | 0,0 |
| Netherlands | 8,4% | 2,0% | -1,72 | -0,3 |
| Poland | 27,7% | 6,0% | -37,50 | -22,5 |
| Portugal | 39,9% | 12,0% | -5,13 | -6,2 |
| Romania | 27,8% | 6,0% | -22,34 | -13,4 |
| Sweden | 61,7% | 12,0% | -39,55 | -47,5 |
| Slovakia | 39,8% | 12,0% | -5,42 | -6,5 |
| Slovenia | 49,3% | 32,0% | -5,38 | -17,2 |
| United Kingdom | 10,8% | 2,0% | -16,37 | -3,3 |
| EU28 | 34,8% | | -372 | -359,5 |

*This columns will be included in Annex to the legal text.

Article 14: Contrôle de conformité

Cet article énonce les exigences que les États membres doivent respecter pour assurer un contrôle approprié à des fins comptables et établir des contrôles de conformité réguliers par la Commission (2027 et 2032). La nécessité de rédaction des rapports de conformité pourrait être rappelée dans l'accord de coopération.

3.5. Révision de la Directive ETS 2021-2030 ((UE) 2018/410)

Article 10, §1, et 10, §2 relatif aux revenus des enchères

Les revenus des enchères selon les articles 10, §1, et §2, feront l'objet d'un partage entre les entités.

Article 10bis, §6 relatif à l'utilisation du revenu des enchères

Selon l'article 10 bis, §6, les États membres s'efforcent de ne pas utiliser plus de 25% des recettes des quotas pour les mesures financières (en faveur des secteurs exposés à un risque de fuite de carbone du fait de la répercussion des coûts des émissions GES sur le prix de l'électricité). S'ils utilisent plus de 25%, ils publient un rapport exposant les motifs pour lesquels il a dépassé cette quantité.

3.6. Directive 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables¹¹

Outre l'article 3 fixant un objectif contraignant au niveau de l'Union en matière de renouvelable et malgré la disparition de l'objectif contraignant par État membre, la révision de la directive SER impose aux États membres de fixer une contribution nationale à l'objectif européen. De plus, elle prévoit deux sous-objectifs: un objectif contraignant en termes de part de renouvelable dans le transport ainsi qu'un sous-objectif en termes de biocarburants avancés dans le transport. En outre, elle prévoit un objectif indicatif dans le secteur du chauffage et du refroidissement.

Tous ces objectifs de natures différentes pourraient faire l'objet de discussions dans le cadre du burden sharing 2030.

Article 3: Objectif global contraignant de l'Union à l'horizon 2030

Cet article fixe un objectif contraignant de 32% de renouvelable au niveau européen (article 3.1.). Bien qu'il n'y ait pas d'objectif contraignant imposé aux États membres, la directive SER impose aux États membres de fixer une contribution nationale à l'objectif européen (article 3.2.).

A noter que les États membres devraient prendre des mesures supplémentaires dans le cas où, lors de l'évaluation des PNEC par la Commission en 2019, la part des énergies renouvelables au niveau de l'Union ne correspondrait pas à la trajectoire de l'Union vers l'objectif d'au moins 32% d'énergies renouvelables (cf. article 31 Règlement Gouvernance).

Les États membres doivent aussi respecter leur taux minimum définis par leurs objectifs 2020 d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute (article 3.4.) (BE : 13%)

Article 23: Intégration de l'énergie renouvelable dans le chauffage et le refroidissement

¹¹ Décision à prendre au niveau de CONCERE

Selon cet article, chaque État membre s'efforce d'augmenter la part d'énergie renouvelable fournie pour le chauffage et le refroidissement d'au moins 1,3 point (including waste heat) de pourcentage (pp), à titre indicatif, chaque année à partir du niveau atteint en 2020. Cet objectif pourrait être pris en compte dans le burden sharing.

Article 25: Intégration de l'énergie renouvelable dans le secteur des transports

La révision de la directive sur les énergies renouvelables fixe également un objectif de 14% de renouvelable dans le transport dont le burden sharing 2030 pourrait déterminer les modalités de répartition.

L'article précise également la manière dont cet objectif peut ou pas être atteint et ajoute un sous-objectif de minimum de biocarburants avancés et de biogaz produits à partir des matières premières énumérées à l'annexe IX de la directive de 0,2% en 2022, d'au moins 1% en 2025 et d'au moins 3,5% en 2030.

En outre, les mécanismes de coopération repris par les articles suivants pourront faire l'objet de discussions dans le cadre du burden sharing 2030:

Article 8: Transferts statistiques entre Etats membres.

Article 9: Projets communs entre Etats membres.

Article 11: Projets communs entre les Etats membres et les pays tiers.

Article 13: Régimes d'aide communs

Article 5: ouverture des régimes d'aide en faveur de l'électricité produite à partir de sources renouvelables

La Commission pourrait, sur base de son évaluation de la mise en œuvre de l'article 5 (à réaliser au plus tard pour 2023), obliger les Etats membres à ouvrir partiellement la participation à leurs régimes d'aide à des producteurs situés dans d'autres Etats membres, en vue de parvenir à une ouverture de 5% d'ici 2025 et de 10% d'ici 2030. Si tel est le cas, les modalités de répartition entre les entités devront être définies.

3.7. Directive Energy Efficiency ((UE) 2018/2002)¹²

Dans le cas où l'efficacité énergétique devrait faire l'objet d'une discussion dans le cadre du burden sharing 2030, voici les articles de la directive qui pourraient s'avérer pertinents pour une répartition :

Article 3: Objectif efficacité énergétique

Cet article précise que chaque État membre fixe les contributions **indicatives** nationales d'efficacité énergétique en vue d'atteindre les objectifs de l'Union pour 2030. Cet objectif n'est pas contraignant. Néanmoins, il est lié organiquement aux réductions d'émissions de GES dans le secteur non-ETS. De plus, l'article prévoit également que la Commission fasse une proposition législative en 2023 qui

¹² Décision à prendre au niveau de CONCERE

pourrait revoir les objectifs à la hausse. Dans ce cas, une répartition entre les entités pourrait s'avérer nécessaire.

Article 7, point 1) : Obligations en matière d'économie d'énergie.

L'obligation de l'article 7 est contraignante.

Les entités fédérées contribueront à la contribution belge avec des politiques et mesures et l'état fédéral, dans le cadre dans ses propres compétences, contribuera à la contribution belge par des mesures d'accompagnement.

3.8. Financement climatique international

La contribution annuelle belge au financement climatique international actuelle est fixée à 50 millions d'euros de 2016 à 2020, selon une clé de répartition entre les entités.¹³

Cependant, le point 53 de la [décision 1 -/CP.21](#) prévoit que les pays développés poursuivent leur mobilisation jusqu'en 2025. La Belgique devra donc prévoir **un budget pour le financement climatique international après 2020** qui devra faire l'objet d'une répartition entre les entités et qui entre donc dans le cadre des discussions sur le burden sharing 2030.

D'autre part, l'article 9, §3, de l'Accord de Paris prévoit quant à lui que la mobilisation des moyens de financements devrait représenter une progression par rapport aux efforts antérieurs. Ainsi, pour la période post 2020, il pourrait y avoir une augmentation de la participation belge au financement climatique international.

¹³ Cf. art. 41 du Burden Sharing 2020.

Annexe 1 - Principes

Mandat 2017: Le groupe de travail Burden Sharing 2030 établira une synthèse des différents principes qui ont été appliqués dans le cadre des négociations du Burden Sharing 2013-2020 pour répartir les différents volets de l'accord. La note proposera une analyse des principes appliqués en 2013-2020, ainsi que d'autres options en se basant sur des principes formulés dans les avis existants (du CFDD et du Sénat notamment).

1. Principes utilisés dans la répartition des efforts 2013-2020

Remarque: les principes ci-dessous ont été utilisés dans le Burden sharing 2013-2020, mais ne doivent pas nécessairement être utilisés dans le Burden sharing 2021-2030.

a) Partage du quota annuel d'émissions belge (Non-ETS)

- Le quota annuel d'émissions belge est entièrement partagé entre les régions.
- La prise en compte des spécificités bruxelloises lors du partage de l'objectif belge en matière de réduction des émissions de GES et de SER.
- La trajectoire de chaque région est construite selon la méthode utilisée au niveau européen.
- En cas de révision de la trajectoire nationale en vertu de la législation européenne, les trajectoires de chaque Région sont révisées, conformément à la méthode de révision utilisée au niveau européen.
- Au niveau intra-belge, dans certaines hypothèses, la trajectoire peut être recalculée, pour les années de conformité non encore établies, suite à une adaptation de la méthode de détermination des émissions du transport routier.

Contribution fédérale

Non-ETS:

- L'Autorité fédérale assume une obligation de résultat consistant à poursuivre les PAM's existantes en poursuivant un effet de réduction totale chiffrée;
- L'autorité fédérale s'engage à une obligation de moyens consistant à faire baisser les émissions non-ETS dans les Régions, sur la base de nouvelles PAM's dont l'impact supplémentaire est également chiffré
- Le niveau fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour réduire au maximum le surplus carburant.

Principe de solidarité

Non-ETS:

- a) Droit de préférence: avant qu'une région puisse vendre ou acheter à l'étranger des unités de conformité, la possibilité d'une transaction interrégionale est envisagée. Une telle vente se fait à 75% de la valeur du marché.
- b) Lorsqu'une Région a dépassé son quota annuel d'émissions pour une année déterminée de la période de conformité et qu'elle emprunte des unités du quota annuel d'émissions d'une autre région afin que la Belgique puisse atteindre son objectif annuel, elle transfère – l'année suivante- une quantité d'unités de conformité correspondant à 75% des unités du quota annuel d'émissions qui lui ont été prêtées l'année précédente à la Région qui lui a prêté ces unités.

Marges de manœuvre

Non-ETS:

- Chaque région peut faire usage de toutes les marges de manœuvre qui sont prévues dans le cadre européen.
- Si l'utilisation d'une marge de manœuvre est limitée quantitativement au niveau européen, le pourcentage de limitation européen est appliqué à chaque région.

Rapportage

Non-ETS:

- Les régions rapportent annuellement à la CNC leurs émissions définitives de gaz à effet de serre des secteurs non-ETS.
- L'autorité fédérale rapporte annuellement sur la mise en œuvre de ses obligations.
- La CNC et CONCERE rapportent annuellement sur la mise en œuvre des engagements pris par les entités. Ce rapport est envoyé aux parlements.

Conformité et sanctions

Non-ETS:

- Chaque région est obligée de disposer annuellement d'autant d'unités de conformité que ses émissions de GES des secteurs non-ETS.
- Si la Belgique, pour une année déterminée de la période de conformité, dispose d'un solde indicatif de l'état de conformité négatif, les sanctions européennes issues de la réglementation non-ETS (plan d'action corrective, application d'un facteur de réduction sur le quota d'émissions de l'année suivante) sont appliquées aux régions qui ne respectent pas leurs obligations.
- Si l'Autorité fédérale ne respecte pas son objectif concernant la poursuite des PAM's existantes, il compense financièrement les régions.

b) ETS

- Le partage des revenus belges issus de la mise aux enchères des quotas ETS entre toutes les entités, selon une clef de répartition prédéfinie.

c) Financement climatique international

- L'obligation pour chaque entité de contribuer au financement international

d) Energies renouvelables

Répartition de l'objectif belge en matière d'énergie produite à partir de sources renouvelables

- L'objectif belge de 13% est converti en valeur absolue, compte tenu de l'objectif indicatif de consommation finale d'énergie, communiqué par la Belgique dans le cadre de la directive 2012/27/CE.
- Chaque partie contractante s'engage à porter en 2020 sa production d'énergie produite à partir de sources renouvelables à une valeur (absolue) déterminée.
- Les objectifs attribués aux Régions prennent en compte la contribution fédérale à l'objectif belge d'énergie d'origine renouvelable dans le secteur des transports.

- L'Etat fédéral est responsable de l'atteinte de l'objectif SER dans les transports, compte tenu des politiques et mesures des Régions visant à favoriser l'utilisation d'énergie d'origine renouvelable dans ce secteur.
- L'Etat fédéral et les Régions approuvent, chacun en ce qui le concerne, un plan d'action en matière d'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Mécanismes de coopération et de solidarité

- Chaque partie peut avoir recours aux mécanismes de coopération prévus dans le cadre de la directive 2009/28/CE.
- La partie contractante qui souhaite utiliser ces mécanismes de coopération pour compenser son déficit, donne d'abord aux autres parties contractantes la possibilité de formuler une proposition de coopération interne.
- Si une ou plusieurs parties contractantes ont un déficit estimé et que les autres parties ont un surplus estimé, alors ces surplus, s'ils sont vendus, doivent prioritairement être proposés à la vente aux parties contractantes qui ont un déficit.
- Lors ces surplus sont cependant insuffisants pour atteindre les objectifs de toutes les parties contractantes, alors ces surplus sont attribués au prorata de la part des demandes des parties contractantes avec un déficit estimé pour compenser les déficits estimés respectifs.

Principe de solidarité

- La solidarité interrégionale est établie sous forme d'une ristourne proportionnelle au volume d'énergie renouvelable produite, mis à la disposition d'une Région avec un déficit estimé par une autre Région avec un surplus estimé.

2. Principes issus des avis du CFDD, du Sénat et autres

a) Recommandations du Sénat (Rapport du 23 janvier 2017¹⁴)

Préparation

“6. Le Sénat recommande d'anticiper au maximum la future répartition intrabelge des objectifs 2030 en instruisant les éléments techniques nécessaires et en préparant les arbitrages successifs nécessaires sur les différents volets.»

Principe de mutualité

“3. Le Sénat recommande que les Régions et l'autorité fédérale fassent preuve d'un maximum de coopération et de cohérence dans leur politique climatique et appliquent à cet égard le principe de mutualité. Cela signifie qu'elles vérifient systématiquement l'impact éventuel d'une mesure sur la politique climatique d'une autre entité et essaient d'agir de manière à renforcer l'efficacité des mesures de tous les autres niveaux de pouvoir.

4. Le Sénat recommande de renforcer le dialogue continu entre l'État fédéral et les Régions, au travers de la Commission nationale Climat, y compris durant les périodes de formations de gouvernement et

¹⁴<https://www.senate.be/www/?MItabObj=pdf&MIcolObj=pdf&MInamObj=pdfid&MItypeObj=application/pdf&MIvalObj=100663694> Dossier complet:
<https://www.senate.be/www/?MIval=/dossier&LEG=6&NR=253&LANG=fr>
<https://www.senate.be/www/?MIval=/dossier&LEG=6&NR=253&LANG=fr>

d'affaires courantes ou prudentes. Les Communautés doivent aussi être associées pour ce qui les concerne."

Clés de répartition

"8. Le Sénat recommande que chaque entité contribue selon ses spécificités à l'effort climatique, pour obtenir, de la manière la plus efficace possible, le résultat le plus favorable en matière de climat pour l'ensemble des entités et aussi pour garantir une répartition juste et équitable entre celles-ci.

9. Le Sénat recommande de répartir le produit des enchères au prorata de la réduction en termes absolus des différentes entités¹⁵."

Méthode

*"21. Le Sénat recommande de demander à la Commission nationale Climat d'établir une vision à long terme et une feuille de route relative à la politique commune en matière de climat:
d'arrêter un calendrier pour le burden sharing 2021-2030 en spécifiant les objectifs précis des décisions à prendre qui doivent être en cohérence avec les objectifs contraignants de l'Union européenne et avec les objectifs de l'Accord de Paris."*

26. Le Sénat recommande de présenter au plus vite à cet organe de concertation interparlementaire, un projet de plan intégré national en matière d'énergie et de climat 2021–2030 de manière à prévoir un délai suffisant pour qu'il puisse faire l'objet d'un examen approprié avec les parlementaires concernés."

Autres recommandations du Sénat, pouvant avoir un lien avec le burden sharing

"1. Le Sénat recommande que chaque autorité fédérale et régionale, en vue d'une meilleure qualité du dialogue entre les différentes autorités, développe une stratégie climatique, solidement ancrée dans une politique de développement durable à long terme, qui va même au-delà de 2030, et en discute avec son parlement.

2. Le Sénat recommande de veiller à mettre en place une politique climatique et de transition cohérente et ambitieuse permettant de respecter les conclusions de l'Accord de Paris. À cet effet, les autorités concernées doivent déterminer ensemble et avec tous les domaines politiques concernés en la matière, les actions à entreprendre dans tous les domaines concernés, et élaborer une vision coordonnée à long terme avec, pour objectif final, une société à faible intensité de carbone.

5. Le Sénat recommande de consolider et développer les instruments et moyens disponibles pour développer les politiques climatiques, et notamment en veillant à renforcer les services correspondants des administrations aux différents niveaux de pouvoir.

21. Le Sénat recommande de demander à la Commission nationale Climat d'établir une vision à long terme et une feuille de route relative à la politique commune en matière de climat.

12. Le Sénat recommande que le Comité de concertation joue un rôle plus important en amont et en suivi du travail de la Commission nationale Climat, en tant qu'organe de supervision politique et de lieu de rencontre des gouvernements. À ce titre, il abordera systématiquement la discussion des missions et du fonctionnement de la Commission nationale Climat et il abordera chaque fois que nécessaire, et le plus en amont possible, les points nécessitant un arbitrage politique permettant à la Commission nationale Climat d'avancer dans l'exécution de ses missions."

b) Recommandations du CFDD (Avis du 25 octobre 2013¹⁶)

“[15] Le CFDD regrette qu’il n’y ait pas encore eu de décision au sujet du burden sharing et rappelle que ce dernier concerne non seulement les gaz à effet de serre, les énergies renouvelables et les recettes de l’ETS, mais également le financement international de la politique climatique. Le partage des efforts doit être équitable, être décidé sur la base de critères objectifs et transparents, mettre l’accent sur l’atteinte des objectifs de manière interne et doit aussi être réalisé pour un objectif européen de réduction des émissions de - 30 % à l’horizon 2020, ce que la Belgique soutient. Les engagements inscrits dans l’accord de burden sharing doivent être assortis d’un mécanisme de suivi et de vérification annuel, permettant d’évaluer les progrès et de mettre en œuvre des actions correctives en temps utile.

[16] Les décisions quant au partage des efforts doivent, selon le Conseil, être prises suivant un timing strict à respecter, en partant d’un travail de fond de la Commission nationale Climat pour rapidement remonter au Comité de concertation, en vue de la formalisation d’un accord.”

c) Recommandations issues de l’avis du CFDD de 2016 sur la gouvernance concernant la politique climatique

Méthode pour le partage des objectifs

*Le CFDD soutient en particulier l’idée qu’il faut appliquer une **méthode pour le partage des efforts** pour tous les dossiers climatiques.*

Un rôle pour les réunions parlementaires

*“[10] Le Conseil estime que le contexte politique de l’année 2015, et en particulier la pression médiatique de la COP21, a joué un rôle important dans le fait que l’accord sur le burden sharing ait pu être conclu, 7 ans après l’adoption du paquet énergie climat européen et après une année de négociations intensives (voir également le point 2.4.à ce sujet). Pour éviter une telle lenteur, le Conseil estime que les assemblées parlementaires doivent œuvrer pour assurer au plus vite la **répartition des objectifs** internationaux et européens entre l’Etat fédéral et les Régions. Par ailleurs, un **système de responsabilisation** en vue d’assurer cette répartition devrait être envisagé et être inscrit dans un cadre législatif.*

*[11] Pour assurer que les objectifs auxquels les gouvernements ont souscrit soient effectivement mis en œuvre, les assemblées doivent également jouer un rôle. Dans son avis de 2013, paragraphe 17, le Conseil en appelait « à l’instauration d’un système de contrôle et de mécanismes de responsabilisation en vue de faire respecter les dispositions prises en matière de gouvernance climatique et les engagements (réduction des émissions de gaz à effet de serre, énergies renouvelables, économies d’énergie et financement climat international) pris par les gouvernements fédéral et régionaux. Le CFDD recommande qu’un **comité ad hoc permanent** rassemblant des parlementaires tant fédéraux que des trois régions soit créé dans ce cadre.”*

Négocier en détail

*“[13] Le Conseil recommande par conséquent d’intensifier la négociation pour fixer ces options et clarifier ces points de l’accord de coopération **au plus vite.**”*

d) Avis sur la concrétisation de la transition de la Belgique vers une société bas carbone à l’horizon 2050, rendu en 2014, conjointement par CFDD, CESRBC, CERBC, Minaraad, SERV, CESW & CWEDD

“[13] La stratégie de transition doit contenir des objectifs de diminution des émissions de gaz à effet de serre à l’horizon 2050 (avec des objectifs intermédiaires pour 2030 et 2040), tout en garantissant

¹⁶<http://www.frdo-cfdd.be/sites/default/files/content/download/files/2013a12f.pdf>

l'atteinte des objectifs spécifiés au §[3] de cet avis. Les discussions sur les objectifs ne doivent toutefois pas éclipser ou hypothéquer l'harmonisation et l'intégration de mesures concrètes entre le niveau fédéral et le niveau régional (cf. par ex. les discussions sur le "burden sharing")."

e) Avis du Conseil d'Etat concernant le burden sharing 2013-2020

Un accord de coopération tend à résoudre la difficulté, inhérente à un système de compétences exclusives, de mener une politique commune. A cette fin et eu égard au principe de loyauté fédérale, consacré par l'article 143, §1^{er} de la Constitution, il est essentiel qu'il y ait un équilibre global lors de la fixation des droits et des obligations respectifs des parties à l'accord. Ceci implique que, lorsque les parties à un accord de coopération mettent en place un mécanisme de solidarité, ce mécanisme soit accessible à chacune des parties oui, si ce n'est pas le cas, que ceci soit raisonnablement justifié par des considérations adéquates et pertinentes eu vu du contenu de l'accord et de l'équilibre global sur lequel il repose¹⁷.

f) Déclaration commune sur la politique climatique de la Belgique (Dialogue interparlementaire sur le climat - 13 novembre 2017)

6. En concertation avec les secteurs tels que la mobilité, le logement et les bâtiments, l'agriculture, le maraîchage et l'élevage, l'industrie et la production d'énergie, il convient d'élaborer une vision climatique conjointe pour 2030 et 2050. Pour ce faire, les différentes entités fédérale et régionales doivent fixer une feuille de route sur plusieurs législatures assortie d'objectifs chiffrés à atteindre et d'objectifs intermédiaires, et ce sur la base d'une analyse coûts-bénéfices par secteur.

9. Le dialogue interparlementaire climat préconise que la contribution annuelle belge au financement climatique international témoigne d'une ambition climatique internationale et qu'elle augmente si possible chaque année. Ceci se concrétisera notamment au travers de la poursuite et de l'amplification en termes d'engagements budgétaires du financement international climat mis en œuvre par les différentes entités, et cela afin de réaliser, au niveau international, des projets concrets en vue de développer les possibilités d'adaptation dans les pays en développement, que ce soit au niveau de l'innovation technologique permettant l'amélioration du niveau de vie tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre, au niveau de l'efficacité énergétique, au niveau de la gestion durable des sols, de l'agriculture et des forêts, au niveau de la gestion des ressources hydriques, etc.

12. Le dialogue interparlementaire climat appelle les membres des différentes assemblées parlementaires à envisager favorablement une loi sur le climat à la Chambre et, au sein des parlements régionaux, des décrets et ordonnances sur le climat qui comprennent des objectifs intermédiaires chiffrés et les budgets correspondants en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

¹⁷ Le paragraphe 2, alinéa 3, établit un mécanisme de « "solidarité interrégionale" ».

Comme l'ont confirmé les délégués des ministres, l'État fédéral n'a pas accès à ce mécanisme. Selon les délégués, ceci « est le fruit de la négociation politique » qui a été menée en vue de la conclusion de l'accord de coopération à l'examen. Ni le dossier, ni les explications des délégués ne justifient plus précisément l'exclusion de l'État fédéral du mécanisme de solidarité envisagé.

Un accord de coopération tend à résoudre la difficulté, inhérente à un système de compétences exclusives, de mener une politique commune. À cette fin et eu égard au principe de la loyauté fédérale, consacré par l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution, il est essentiel qu'il y ait un équilibre global lors de la fixation des droits et des obligations respectifs des parties à l'accord. Ceci implique que, lorsque les parties à un accord de coopération mettent en place un mécanisme de solidarité, ce mécanisme soit accessible à chacune des parties ou, si ce n'est pas le cas, que ceci soit raisonnablement justifié par des considérations adéquates et pertinentes au vu du contenu de l'accord et de l'équilibre global sur lequel il repose. L'accord sera réexaminé et, le cas échéant, revu sur ce point.

29. Le dialogue interparlementaire climat est l'expression d'une volonté de concertation et de coopération intensive sur un sujet de la plus haute importance pour la Belgique et ses Régions. Les parlementaires membres de ce dialogue soulignent l'enrichissement par l'échange de leurs Parlements en matière de politiques climatiques et réitèrent leur engagement résolu à poursuivre des objectifs climatiques ambitieux.

30. Le dialogue interparlementaire climat souligne la nécessité d'une complémentarité maximale des politiques climatiques de l'État fédéral et des Régions. À cet effet, les différentes assemblées ont convenu de poursuivre le travail de concertation entre l'autorité fédérale et les Régions mené au sein de la Commission nationale "Climat" et de l'organe CONCERE/ENOVER pour les politiques énergétiques.

VERSLAG VAN DE WERKGROEP BURDEN SHARING 2030

9/3/2020

Mandaat van de NKC (goedgekeurd bij schriftelijke procedure):

Mandaat van 5 april 2019

Zoals overeengekomen tijdens de vergadering van 20 maart is er met de kabinetten klimaat en energie een beperkt IKW georganiseerd om gevolg te geven aan de update van het rapport van de WG Burden Sharing 2030.

In dit kader wordt er voorgesteld om de WG Burden Sharing 2030 de volgende nieuwe opdrachten toe te vertrouwen:

1. Opstellen van een samenwerkingsakkoord inzake Burden Sharing voor wat betreft (a) het verminderen van de broeikasgassen (ESR-verordening) en (b) de inkomsten uit veilingen (herziening ETS-richtlijn)

Er moet in dit ontwerp van samenwerkingsakkoord door de WG geen enkel cijfer gegeven worden; de cijfers zullen in een later stadium het voorwerp zijn van een politieke beslissing, evenals de mogelijke kwestie van internationale klimaatfinanciering.

2. Aanvullen van het rapport van de WG wat betreft (a) LULUCF: duidelijk vermelden van de beschikbare politieke opties, (b) hernieuwbare energie: vermelden van de lopende werkzaamheden binnen de ENOVER-keten en van de politieke kwesties die binnen deze keten reeds zijn aangesneden en (c) energie-efficiëntie: vermelden van de lopende werkzaamheden binnen de ENOVER-keten en van de politieke kwesties die binnen deze keten reeds zijn aangesneden.

De NKC verzoekt de WG Burden Sharing 2030 om de voortgangstatus van haar nieuwe werkzaamheden op de volgende plenaire vergadering van de NKC te communiceren.

Beslissing van de NKC van 23 oktober 2019

- De WG Burden Sharing 2030 zal haar werk hervatten op basis van het nieuwe mandaat van 05/04/2019. De WG zal de synthesenota bijwerken met een overzicht van de op IKW te behandelen politieke kwesties (inclusief de kwesties die werden opgelijst in het mandaat van 05
- /04/2019).
- Eind november zal een IKW worden georganiseerd door het voorzitterschap, op basis van de synthesenota van de WG Burden Sharing 2030. Het voorzitterschap zal ook een werkmethode en -organisatie voorstellen voor de politieke discussies.
- De WG Burden Sharing 2030 zal eveneens (maar slechts in tweede instantie) werken aan de juridische tekst van het ontwerp voor het samenwerkingsakkoord Burden Sharing 2030, op basis van het samenwerkingsakkoord Burden Sharing 2020.

1. Inventaris politieke elementen

- **Niet-ETS:**
 - Verdeling van de BE doelstelling van -35% (procentueel en in ton CO₂-eq na vaststelling van het traject voor België op EU-niveau)
 - Vaststellen van de inspanningen op het federale niveau
 - Verdeling van de kwantitatief beperkte vormen van flexibiliteit (gebruiksrecht LULUCF-kredieten)
 - Solidariteitsaspecten
 - Regeling van de transportemissies
- **LULUCF:**
 - Verdeling onder de gewesten van de 'no-debet rule'
 - Verdeling van de beschikbare flexibiliteiten (kredieten bosbeheer)
 - Verdeling van het referentieniveau Harvested Wood Products (HWP)
 - Solidariteitsaspecten
- **Hernieuwbare energie en Energie-efficiëntie:**
 - Afspraken voor het geval de Belgische doelstelling voor hernieuwbare energie van 13% na 2020 niet wordt behaald (in uitvoering van artikel 32, §4, van de Governance-verordening).....
 - Afspraken inzake aanmelding en uitwerking van artikel 7 richtlijn energie-efficiëntie
- **Verdeling van de veilingopbrengsten**
- **Bijdrage aan de internationale klimaatfinanciering**
- **Naleving**

2. Politieke en technische elementen in de lastenverdeling

De WG Burden Sharing 2030 stelt hieronder een lijst voor van punten die moeten opgenomen worden in een samenwerkingsakkoord. In hoofdstuk 3 wordt de inhoud van de geanalyseerde artikelen uit de relevante wetgeving beschreven.

De punten waarvoor een **politieke beslissing essentieel** is, zijn aangeduid **in het vet en onderstreept**.

De andere vermelde punten kunnen mogelijk behandeld worden zonder politieke beslissing, maar moeten opgenomen worden in een samenwerkingsakkoord om interpretatieproblemen te vermijden tijdens de periode 2021-2030 en ervoor te zorgen dat België aan zijn verplichtingen voldoet, met name voor wat betreft de rapportering.

Dit onderscheid is gebaseerd op technische elementen, maar is uiteraard geen standpunt van de WG Burden Sharing 2030 en kan worden aangepast volgens de richtlijnen van de NKC.

In overeenstemming met het mandaat heeft de WG LULUCF de beschikbare opties geanalyseerd en stelt hieronder verdeelsleutels voor de verschillende artikelen van de LULUCF-verordening (EU) 2018/841 voor.

Green deal: deze nota is gebaseerd op bestaande Europese wetgeving. De door de Commissie aangekondigde Green Deal zou kunnen leiden tot voorstellen om deze wetgeving te herzien in juni

2021, waarover vervolgens moet worden onderhandeld. Aangezien er in dit stadium geen concrete elementen voorhanden zijn, kan de WG deze aspecten niet in deze nota integreren.

2.1. ESR-Verordening ((EU) 2018/842)

- Artikel 4: Trajecten voor de reductie van de uitstoot van BKG-emissies

Opgemerkt moet worden dat de emissies voor de jaren 2005, 2016, 2017 en 2018, die nodig zullen zijn om de trajecten te berekenen, pas in maart 2020 worden gerapporteerd en vervolgens worden onderworpen aan een grondige Europese beoordeling. Het Belgische traject zal vervolgens worden gepubliceerd in een uitvoeringsbesluit van de Commissie in 2020¹⁸. De definitieve trajecten van de gewesten, uitgedrukt in ton CO₂-eq., zullen dus niet bekend zijn vóór deze datum. Dit neemt niet weg dat er reeds een procentuele verdeling kan gebeuren van de doelstelling.

- Artikel 5: Flexibiliteit

Artikel 5 heeft betrekking op flexibiliteit tussen nalevingsjaren (sparen, lenen) en overdracht tussen lidstaten.

Deze flexibiliteit zou op dezelfde manier kunnen worden verdeeld als voor de periode 2013-2020. Het **handhaven van het solidariteitsbeginsel (huidig percentage van 75% in het SWA)** moet worden bevestigd door een politieke beslissing.

- Artikel 6: Flexibiliteit voor bepaalde lidstaten na een verlaging van de EU-ETS-quota

Het betreft flexibiliteit met de ETS-sector (nl. de mogelijkheid om de hoeveelheden emissierechten die worden geveld onder het ETS te verminderen en deze emissierechten te gebruiken om de naleving onder de ESR te waarborgen). De WG zal het besluit van het Overlegcomité van 18/12/2019 uitvoeren.

- Artikel 7: Plafond gebruik van eventuele LULUCF-kredieten

De WG LULUCF stelt voor om de Europese sleutel toe te passen voor de verdeling van het maximaal toegelaten gebruik tussen de gewesten. Een gedetailleerde berekening is opgenomen in hoofdstuk 3 van deze nota.

¹⁸ De Commissie stelt uitvoeringshandelingen vast met de jaarlijkse emissieruimten voor de jaren 2021 tot en met 2030, uitgedrukt in ton CO₂-equivalent, zoals gespecificeerd in de leden 1 en 2 van dit artikel. Voor de toepassing van die uitvoeringshandelingen verricht de Commissie een uitgebreide beoordeling van de door de lidstaten overeenkomstig artikel 7 van Verordening (EU) nr. 525/2013 ingediende recentste nationale inventarisgegevens betreffende het jaar 2005 en de jaren 2016 tot en met 2018. (L156/32, Publicatieblad van de Europese Unie, 19 juni 2019)

- **Artikelen 8 (corrigerende maatregelen) en 9 (Nalevingscontrole):**

Deze artikelen zouden technisch gezien kunnen worden omgezet, zoals dit gebeurd is in de artikelen 19 t.e.m. 22 van het samenwerkingsakkoord inzake de lastenverdeling 2013-2020: rekening houdend met het feit dat de doelstelling voor de niet-ETS-sectoren wordt verdeeld tussen de gewesten net zoals de eenheden van de jaarlijkse emissieruimte, is het nodig om voor elk jaar te evalueren of elk van de gewesten zijn verplichtingen voor wat betreft emissiereducties respecteert. Om dit te doen, wordt per gewest voor elk jaar een gewestelijk saldo berekend. Indien de gewesten voor een bepaald jaar van de periode 2021-2030 niet allemaal een positief saldo of allemaal een negatief saldo hebben, zijn er bepalingen opgenomen in het samenwerkingsakkoord, die de verschillende mogelijke gevallen voorzien.

2.2. LULUCF-Verordening ((EU) 2018/841)

- **Artikel 4:**

De *no-debit rule* verwijst naar de som van verschillende subsectoren, waarvan de meeste direct verbonden zijn met het gewestelijk grondgebied en mee opgenomen in de gewestelijke inventarissen, zoals de overige niet-ETS-sectoren. De referentieniveaus voor bosbeheer worden op gewestelijk niveau vastgesteld. Onder verwijzing naar de vorige lastenverdeling lijkt het logisch dat, net als voor andere broeikasgasemissies/-verwijderingen, elk gewest verantwoordelijk is voor de resultaten op zijn grondgebied. De WG LULUCF stelt daarom voor dat elk gewest verantwoordelijk is voor het respecteren van de 'no-debit-regel' op gewestelijk niveau.

- **Harvested Wood Products:**

Deze subsector wordt momenteel berekend op nationaal niveau, op basis van FAO-statistieken. Bij gebrek aan regionale statistieken voor geoogste houtproducten en gezien de grote onzekerheden van regionale schattingen van de jaarlijkse oogst, is de WG LULUCF van mening dat het meest objectieve criterium voor de verdeling (zowel van het verwachte referentieniveau als van toekomstige emissies en verwijderingen) het bosoppervlak is, zoals opgenomen in de NIR. Deze verdeelsleutel is opgenomen in hoofdstuk 3 van deze nota.

- **Artikel 13: Maximale Compensatie voor bosbeheer**

De WG LULUCF stelt voor dit maximum te verdelen door op elk van de gewesten het percentage toe te passen dat op Belgisch niveau door de Europese Commissie wordt toegepast. Het resultaat van deze berekening is opgenomen in hoofdstuk 3.

2.3. Herziene ETS-richtlijn (EU) 2018/410)

- **Artikel 10, §1^{er} : veilingopbrengsten**

- Artikel 10bis, §6 (Opmerking: dit artikel is artikel 10bis in de Franse en Nederlandse versies FR maar artikel 10a in de Engelse versie): Dit punt moet geen deel uitmaken van een lastenverdeling maar er moet voorzien worden dat de entiteiten elk jaar overleg plegen om te evalueren of de drempel is overschreden en indien nodig, de bijdrage aan het rapport te garanderen.

2.4. Governance verordening ((EU) 2018/1999)

- Artikel 4, punt d): Het is niet nodig om in de lastenverdeling te vermelden de verplichtingen met betrekking tot het 2030-niveau voor interconnectiviteit op elektriciteitsgebied. Dit betreft een exclusief federale bevoegdheid en de doelstelling voor 2030 is reeds behaald.

Artikelen 31, 32 en 34: Als de toepassing van deze artikelen leidt tot een herziening van de Belgische doelstellingen voor hernieuwbare energie en energie-efficiëntie, dient dit opgenomen te worden in de lastenverdeling 2030.

2.5. Richtlijn Hernieuwbare energie((EU) 2018/2001)

- **Artikel 3, §1** (doelstelling hernieuwbare energie)

Dit artikel legt geen bindende nationale doelstelling op, het is dus a priori niet noodzakelijk om daarmee rekening te houden. De Belgische doelstelling wordt rechtstreeks bepaald door de som van de doelstellingen van de entiteiten in het kader van het NEKP.

Artikel 31 van de Governance-verordening voorziet echter in een mogelijke verstrenging van de doelstellingen als de som van de verplichtingen van de lidstaten het niet mogelijk maakt de 32%-doelstelling inzake hernieuwbare energie op Europees niveau te halen. In toepassing van dit artikel heeft de Commissie op 18 juni 2019 (SWD2019/211) het volgende aanbevolen: *“het ambitieniveau voor 2030 aanzienlijk verhogen, tot ten minste 25%, uitgedrukt als de bijdrage van België aan de Europese doelstelling inzake hernieuwbare energie voor 2030.”*

De Belgische bijdrage aan de Europese doelstelling zal bestaan uit de som van de bijdragen van de verschillende entiteiten en bedraagt, volgens de definitieve versie van de NEKP, 17,5% of 7,5 procentpunten onder de aanbeveling van de Commissie. in 2030.

Het is daarom nuttig om een werkmethode te af te spreken voor het geval de Commissie aanbeveelt verder te gaan dan de verbintenissen van elke entiteit.

Artikel 32 van de Governance-verordening stelt dat elke lidstaat die een of meer nationale referentiepunten in 2022, 2025 of 2027, zoals gedefinieerd in artikel 4 van genoemde verordening, niet respecteert, toelicht hoe hij het tekort zal dichten. Dit principe zou kunnen doorgetrokken worden naar het niveau van de gewesten.

Tot slot voorziet hetzelfde artikel dat een lidstaat die in de periode 2021-2030 onder haar 2020-doelstelling (voor BE 13%). valt, extra maatregelen neemt om het tekort te verhelpen

- **Artikel 23**

Dit artikel, dat voorziet in een toename van het aandeel hernieuwbare energie van +1,3pp/jaar in de verwarmings- en koelingssector (inclusief afvalwarmte), is indicatief geworden. De Commissie heeft op 18 juni 2019 (SWD2019/211) het volgende aanbevolen: *“de inspanningen op het gebied van verwarming en koeling intensiveren om het in artikel 23 van Richtlijn (EU) 2018/2011 vastgestelde indicatieve streefcijfer te halen”*. Elk gewest zou verantwoordelijk kunnen zijn voor deze doelstelling.

- **Artikel 25** (percentage hernieuwbare energie in de vervoersector)

Dit artikel legt aan brandstofleveranciers een hernieuwbare energie-doelstelling op van 14% voor de vervoersector en specificeert ook hoe deze doelstelling al dan niet kan bereikt worden en voegt een subdoelstelling toe van een minimum aandeel van geavanceerde biobrandstoffen en biogas

geproduceerd uit grondstoffen opgenomen in bijlage IX van de richtlijn van 0,2% in 2022, tenminste 1% in 2025 en tenminste 3,5% in 2030. De WG merkt op dat het aandeel hernieuwbare energie in de vervoerssector ook het gedeelte hernieuwbare elektriciteit in het weg- en spoorvervoer bevat. De Commissie heeft op 18 juni 2019 (SWD2019 / 211) het volgende aanbevolen: *"de inspanningen opvoeren om het gebruik en de diversificatie van hernieuwbare energiebronnen in de vervoerssector te vergroten"*.

Met betrekking tot de doelstellingen op basis van bijdragen of indicatieve doelstellingen die door elke entiteit worden bepaald in het kader van deze bevoegdheden, zou elk verantwoordelijk zijn voor het respecteren van zijn traject en het bereiken van zijn doelstelling.

Het zou echter nuttig zijn om een werkmethode te voorzien in het geval de Commissie aanbevelingen doet die verder gaan dan de verbintenissen van elke entiteit of vaststelt dat België onder de 13% -doelstelling inzake hernieuwbare energie daalt. Deze lijst is niet volledig en moet door de werkgroep verder worden ingevuld.

-

2.6. Richtlijn energie-efficiëntie ((EU) 2018/2002)

- **Artikel 3 : Doelstelling energie-efficiëntie**

Dit artikel verduidelijkt dat elke lidstaat een **indicatieve** nationale energie-efficiëntiebijdrage vastlegt met het oog op het behalen van de 2030-doelstellingen van de Unie. Deze doelstelling is niet bindend. Niettemin is deze doelstelling gelinkt aan de BKG-emissiereducties van de niet-ETS-sector. Bovendien voorziet het artikel eveneens dat de Commissie een wetvoorstel doet in 2023 om de doelstellingen eventueel naar boven te herzien. Ten slotte heeft de Commissie België op 18 juni 2019 (SWD2019 / 211) het volgende aanbevolen: *"de ambitie inzake energie-efficiëntie verhogen door het eindenergieverbruik te verlagen, aangezien het niveau van de inspanningen moet worden opgevoerd om het streefcijfer inzake energie-efficiëntie van de Unie voor 2030 te bereiken"*.

Met betrekking tot de doelstellingen op basis van bijdragen of indicatieve doelstellingen die door elke entiteit in het kader van haar bevoegdheden worden bepaald, zal elke entiteit verantwoordelijk zijn voor het respecteren van haar traject en het bereiken van haar doelstelling.

Het zou echter nuttig zijn om een werkmethode te voorzien voor het geval de Commissie bijvoorbeeld aanbevelingen doet die verder gaan dan de verbintenissen van elke entiteit.

Artikel 7, punt 1): Verplichtingen inzake energiebesparing

In tegenstelling tot artikel 3, is de i verplichting van artikel 7 bindend. Het gaat over een besparing op het eindverbruik van energie.

De gefedereerde entiteiten zullen bijdragen aan de Belgische bijdrage met beleid en maatregelen en de federale staat zal, binnen het kader van haar eigen bevoegdheden, bijdragen aan de Belgische bijdrage door begeleidende maatregelen.

2.7. Internationale klimaatfinanciering

België zal een **budget** moeten voorzien **voor internationale klimaatfinanciering na 2020** dat zal moeten verdeeld worden onder de entiteiten en dat dus zal moeten mee opgenomen worden in de discussies over de lastenverdeling 2030.

3. Analyse van de Europese wetgeving

De wetgevende teksten die geïdentificeerd zijn als mogelijk verband houden met de lastenverdeling zijn hieronder samengevat in de punten 3.2 tot 3.8. Voor elke wetgevende tekst zijn de artikelen die mogelijk verband houden met de lastenverdeling. Het verband tussen de wetgevende teksten is opgenomen in punt 3.1 hieronder.

3.1. Verband tussen de verschillende dossiers

De governance-verordening (EU/2018/1999) definieert de verplichtingen van de lidstaten met betrekking tot energie/klimaatplanning (NEKP) en rapportage van doelstellingen, bijdragen of andere verplichtingen in deze zaken. Sectorale wetgeving (meer bepaald de richtlijnen hernieuwbare energie en energie-efficiëntie) introduceert bepalingen die bindend zijn voor de lidstaten en die ook mee in overweging moeten worden genomen voor de uitvoering of omzetting in het Belgische "systeem". Sommigen van hen zijn van bijzonder belang in de context van deze denkoefening en zullen daarom eveneens worden besproken.

De WG Burden Sharing 2030 is daarom van mening dat het relevant is om zich zowel te baseren op de sectorale wetgeving als op de governance-verordening om de lastenverdeling 2030 voor te bereiden en dat een opportuniteitsoordeel zal moeten worden uitgevoerd om uit de hieronder vermelde elementen deze te identificeren die moeten worden meegenomen in het samenwerkingsakkoord lastenverdeling.

Hierbij is het meest opvallende onderscheid dat er voor bepaalde thema's een bindende nationale doelstelling wordt opgelegd, bijvoorbeeld inzake de beperking van niet-ETS BKG-emissies, terwijl voor energie-efficiëntie en hernieuwbare energie elke lidstaat zelf een nationale doelstelling vastlegt in zijn NEKP. Deze doelstelling zou echter kunnen worden herzien in functie van de aanbevelingen van de Europese Commissie na beoordeling van de nationale NEKP's, als de som van de nationale doelstellingen voor energie-efficiëntie en voor hernieuwbare energie ontoereikend zijn om de bindende Europese doelstellingen te halen (artikel 31 van de governance-verordening).

De WG Burden Sharing 2030 merkt ook op dat de lastenverdeling zo moet worden uitgewerkt dat deze coherent is met onder meer de doelstellingen uit het Belgische NEKP en het energiepact, die samen met andere elementen kunnen worden meegenomen als input.

Overzichtstabel van de geanalyseerde wetgevingen

| Regelgevende tekst | Artikelen |
|---|---|
| Governance-verordening (EU) 2018/1999 ¹⁹ | Artikel 4, punt a) en punt b); Artikel 31; Artikel 32; Artikel 34. |

¹⁹ Verordening (EU) 2018/1999 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 inzake de governance van de energie-unie en van de klimaatactie, tot wijziging van Richtlijn 94/22/EG, Richtlijn 98/70/EG, Richtlijn 2009/31/EG, Verordening (EG) nr. 663/2009, Verordening (EG) nr. 715/2009, Richtlijn 2009/73/EG, Richtlijn 2009/119/EG van de Raad, Richtlijn 2010/31/EU, Richtlijn 2012/27/EU, Richtlijn 2013/30/EU en Richtlijn (EU) 2015/652 van de Raad, en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 525/2013

| | |
|---|---|
| Effort Sharing Verordening (EU) 2018/842 ²⁰ | Artikel 4 tot en met artikel 10; |
| Verordening LULUCF (EU) 2018/841 ²¹ | Artikel 4; Artikel 11 tot en met artikel 14. |
| Herziene ETS-richtlijn (EU) 2018/410 ²² | Artikel 10, §1 en §2; Artikel 10bis, §6. |
| Richtlijn hernieuwbare energiebronnen (EU) 2018/2001 ²³ | Artikel 3 (1); Artikel 5; Artikel 8; Artikel 9; Artikel 11; Artikel 13 Artikel 23; Artikel 25. |
| Herziene richtlijn energie-efficiëntie (EU) 2018/2002 ²⁴ | Artikel 3; artikel 7 |
| Internationale klimaatfinanciering | Besluit 1- / CP. 21, punt 53; Artikel 9, §3, van het akkoord van Parijs |

3.2. Verordening inzake Governance van de energie-unie ((EU) 2018/1999

Artikel 4, punt a)

In artikel 4, punt a), wordt het algemene kader van het NEKP voor de dimensie ‘decarbonisatie’ uiteengezet. Het bevat verschillende punten die mogelijks in de lastenverdeling 2030 kunnen worden opgenomen:

- (1) het bindend nationaal streefcijfer voor de vermindering van de BKG-emissies;
- (2) de jaarlijks bindende nationale grenzen;
- (3) de verbintenissen van België voor de LULUCF-sector;
- (4) de nationale bijdrage aan de **bindende** nationale doelstelling van de Unie van minstens 32% hernieuwbare energie in 2030, voorzien in artikel 3 van de richtlijn (EU) 2018/2001, met een indicatief traject vanaf 2021 voor deze bijdrage;

Al deze punten zijn opgenomen in andere richtlijnen en verordeningen (zie hieronder).

Artikel 4, punt b)

²⁰ Verordening (EU) 2018/842 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 betreffende bindende jaarlijkse broeikasgasemissiereducties door de lidstaten van 2021 tot en met 2030 teneinde bij te dragen aan klimaatmaatregelen om aan de toezeggingen uit hoofde van de Overeenkomst van Parijs te voldoen, en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 525/2013

²¹ Verordening (EU) 2018/841 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de opname van broeikasgasemissies en -verwijderingen door landgebruik, verandering in landgebruik en bosbouw in het klimaat- en energiekader 2030, en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 525/2013 en Besluit nr. 529/2013/EU

²² Richtlijn (EU) 2018/410 van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2018 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG ter bevordering van kosteneffectieve emissiereducties en koolstofarme investeringen en van Besluit (EU) 2015/1814

²³ Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen

²⁴ Richtlijn (EU) 2018/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 houdende wijziging van Richtlijn 2012/27/EU betreffende energie-efficiëntie

Als beslist wordt dat de Belgische en Europese doelstellingen voor energie-efficiëntie ook moeten worden opgenomen in de lastenverdeling 2030, dan moet ook met dit subartikel, dat betrekking heeft op de dimensie 'energie-efficiëntie', rekening worden gehouden. Dit subartikel omvat

- (1) de indicatieve nationale energie-efficiëntiebijdrage op basis van het primair energieverbruik of eindenergieverbruik;
- (2) de hoeveelheid energiebesparing van eindenergieverbruik die in de periode 2021-2030 moet worden bereikt.

Artikel 31. Interventie bij gebrek aan ambitie van geïntegreerde nationale energie- en klimaatplannen

Bij gebrek aan ambitie van geïntegreerde nationale energie- en klimaatplannen kan de Commissie aanbevelingen doen aan de lidstaten en/of maatregelen voorstellen op het niveau van de Unie. De lastenverdeling zou bijgevolg kunnen voorzien hoe België de nieuwe verplichtingen zou moeten verdelen.

Als de Commissie op basis van haar beoordeling van de ontwerpen van nationale plannen of ontwerpen van actualisering van de definitieve plannen concludeert dat het ambitieniveau onvoldoende is om de collectieve doelstellingen van de energie-unie te halen, kan de Commissie aanbevelingen doen aan de lidstaten om het ambitieniveau te verhogen (artikel 31, §1).

Als de Commissie op basis van haar evaluatie van de geïntegreerde nationale plannen en de actualisering daarvan concludeert dat het ambitieniveau niet volstaat om de collectieve doelstellingen van de energie-Unie te verwezenlijken, in het bijzonder voor de eerste periode van tien jaar, met name de 2030-doelstellingen voor hernieuwbare energie en energie-efficiëntie, stelt zij maatregelen voor en oefent zij haar bevoegdheden uit op EU-niveau om te garanderen dat deze doelstellingen collectief worden bereikt. (artikel 31, §3).

Artikel 32. Interventie in geval van onvoldoende vooruitgang met betrekking tot de algemene en specifieke doelstellingen van de Unie op het gebied van energie en klimaat

Bij onvoldoende vooruitgang met betrekking tot de algemene en specifieke doelstellingen van de Unie op het gebied van energie en klimaat:

- gaat de Commissie aanbevelingen formuleren aan een lidstaat indien zij constateert dat de door deze lidstaat geboekte vooruitgang ontoereikend is (artikel 32, §1),
- kan de Commissie aanbevelingen formuleren aan alle lidstaten indien zij tot de conclusie komt dat de doelstellingen van de EU niet zullen worden verwezenlijkt (artikel 32, §2),
- gaat de Commissie bovendien, indien nodig, ook voorstellen doen voor maatregelen om de specifieke 2030-doelstellingen van de Unie op het gebied van hernieuwbare energie en energie-efficiëntie te verwezenlijken en zo mogelijke tekorten te verhelpen (artikel 32, §2).

Een andere mogelijkheid in geval van onvoldoende vooruitgang zou zijn dat de lidstaten aanvullende maatregelen nemen om het bereiken van de algemene en specifieke doelstellingen te garanderen en zo een mogelijk tekort in uitvoering verhelpen (artikel 32).

Bijvoorbeeld op het gebied van hernieuwbare energie moeten de 2020-nationale doelstellingen voor de lidstaten dienen als uitgangspunt voor hun indicatieve nationale traject over de periode 2021-2030 (referentieaandeel). Daarom mag in deze periode het aandeel van energie uit hernieuwbare

bronnen in het bruto eindverbruik van energie in elke lidstaat niet lager zijn dan het referentieaandeel. Als een lidstaat haar referentieaandeel, gemeten over een periode van één jaar, niet in stand houdt, moet deze lidstaat, binnen het jaar, aanvullende maatregelen nemen om deze kloof te dichten met haar referentiescenario. Indien deze lidstaat effectief de nodige maatregelen heeft genomen en de verplichting heeft gerespecteerd om de kloof te dichten, zal de lidstaat worden geacht de dwingende bepalingen van haar basisscenario te respecteren vanaf het moment waarop de kloof is opgedoken (artikel 3, §4 richtlijn hernieuwbare energie + 32, §4 governance-verordening).

Als de Commissie concludeert dat één of meerdere indicatieve referentiepunten van de Unie niet worden bereikt, moeten lidstaten die hun nationale referentiepunten niet halen, deze kloof dichten door extra maatregelen te nemen binnen een termijn van één jaar na de datum van ontvangst van de beoordeling door de Commissie. De lidstaten zullen deze maatregelen moeten opnemen in hun voortgangsrapport (artikel 32, §3).

Tot slot, meer in het algemeen, als een lidstaat zijn indicatieve traject niet respecteert en niet voldoet aan een van zijn nationale referentiepunten, moet hij in zijn voortgangsverslag de aanvullende maatregelen opnemen die zijn gepland om deze kloof te dichten (artikel 32, §5). Het is daarom opportuun om de respectieve verantwoordelijkheden van de verschillende entiteiten in dit verband in het kader van de lastenverdeling 2030 te definiëren.

Artikel 34. Aanbevelingen van de Commissie aan de lidstaten

Artikel 34 voorziet dat de Commissie aanbevelingen kan formuleren aan de lidstaten.

3.3. Effort Sharing verordening (ESR) voor de periode 2021-2030 ((EU) 2018/842)

Niet-ETS-sectoren worden behandeld in de *Effort Sharing Regulation* (ESR). Deze verordening omvat nationale doelstellingen van 2021 tot 2030 vastgesteld op basis van een reductiedoelstelling van 30% voor niet-ETS-sectoren in de hele Unie in 2030 ten opzichte van 2005. Met betrekking tot de lastenverdeling 2030, kunnen volgende artikelen worden behandeld:

Artikel 4: Jaarlijkse emissieniveaus voor de periode 2021-2030

Dit artikel bepaalt de methode voor het bepalen van de jaarlijkse emissieruimte van de lidstaten in de periode 2021-2030. De jaarlijkse emissieruimte wordt bepaald op basis van een lineair traject, dat begint in mei 2019 met de gemiddelde emissies van 2016-2018²⁵, en eindigt in 2030 op het niveau van 2005 verminderd met de doelstelling. De jaarlijkse emissieruimte (AEA) in CO₂-equivalent wordt via een uitvoeringsbesluit vastgesteld voor elke lidstaat voor elk jaar van de periode 2021-2030.

Artikel 5: Flexibiliteit door middel van lenen, banking en overdragen

Dit artikel definieert de flexibiliteit die de lidstaten hebben om hun jaarlijks emissieniveau te bereiken, waaronder flexibiliteit in de tijd door middel van 'banking' en door middel van het 'lenen' van jaarlijkse emissieruimte (AEA) tijdens de verbintenisperiode evenals de flexibiliteit tussen de lidstaten dankzij de overdracht van jaarlijkse emissieruimte. Zoals bij de lastenverdeling 2013-2020, het nodig zijn om te bepalen of de gewesten deze flexibele instrumenten geheel of gedeeltelijk kunnen benutten.

Daarnaast bestaan er twee andere flexibiliteitsmechanismen die onder de artikelen 6 en 7 vallen en die verband kunnen houden met de lastenverdeling 2030:

Artikel 6: Flexibiliteit voor bepaalde lidstaten ingevolge de vermindering van EU-ETS-emissierechten

Artikel 6 voorziet een nieuw flexibiliteitsmechanisme: annulering van ETS-emissierechten, voor België beperkt tot 2% van de uitstoot van 2005 (voor de 10 jaar van de periode 2021-2030, d.w.z. 0,2% van de uitstoot van 2005 elk jaar). Dergelijk mechanisme stelt de betrokken lidstaat in staat om zijn nationale reductiedoelstellingen in het kader van de ESR te bereiken.

De in aanmerking komende lidstaten moesten uiterlijk op 31 december 2019 beslissen of zij van deze flexibiliteit gebruik willen maken en in welke mate (maximaal 2% voor België). De totale hoeveelheden in ton CO₂ eq. worden vastgesteld in een uitvoeringshandeling. De collectieve totale hoeveelheid van 100 miljoen mag hierbij niet worden overschreden.

Dit punt werd naar voren gebracht tijdens de vergadering van het Overlegcomité op 18/12/2019, waar werd besloten dat België zijn voornemen om gebruik te maken van deze flexibiliteit, (gebruik van 1,89% van de Belgische 2005-emissies voor ieder jaar van de periode 2021-2030), zal meedelen aan de Europese Commissie uiterlijk op 31 december 2019. Het aangemelde gebruik wordt als volgt verdeeld onder de gewesten:

²⁵ Voor de periode 2013-2020, begon het traject in 2013, op basis van gemiddelde emissies in 2008-2010.

| Vlaams Gewest | Waals Gewest | Brussels Hoofdstedelijk Gewest | België |
|---------------|--------------|--------------------------------|--------|
| 1,18% | 0,71% | 0% | 1,89% |

Aanmelding door België van gebruik ETS-flexibiliteit (percentages in functie van Belgische ESR-emissies 2005)

Elk gewest kan unilateraal beslissen, in 2024 en in 2027, over een neerwaartse herziening van haar percentage. Elk gewest informeert de nationale klimaatcommissie als ze afziet van het gebruik van de haar toekomstige flexibiliteit. In voorkomend geval kan deze flexibiliteit overgedragen worden naar een andere entiteit, volgens voorwaarden die moeten worden gespecificeerd in een toekomstige overeenkomst voor lastenverdeling.

Elk gewest neemt de daling van de Belgische veilingopbrengsten op zich, gerelateerd aan de niet geveilde EU-ETS-emissierechten door het gebruik van dit flexibiliteitsmechanisme door het gewest in kwestie. Bijgevolg worden de veilingopbrengsten, die overeenstemmen met de hoeveelheid geannuleerde EU-ETS-emissierechten voor een bepaalde entiteit, in mindering gebracht in de veilingopbrengsten van diezelfde entiteit.

De annulering van de EU-ETS-emissierechten gebeurt in overeenstemming met de werkwijze die op Europees niveau zal worden gehanteerd. De in deze beslissing opgenomen verdeelsleutel is geen voorafname op de verdeling van de veilingopbrengsten in de periode 2021-2030 .

Op basis van gewestelijke voorlopige 2005-cijfers, zoals aangeleverd voor het analytisch gedeelte het ontwerp NEKP, zou de verdeling als volgt worden ingeschat. Deze cijfers zullen geactualiseerd worden in 2020, met de 2005 cijfers zoals goedgekeurd bij de Europese Commissie:

| | Vlaams Gewest | Waals Gewest | Brussels Hoofdstedelijk Gewest | België |
|--|---------------|--------------|--------------------------------|--------|
| 2005 ESD-emissies toepassingsgebied 13-20 | 46.348 | 28.060 | 4.442 | 78.850 |
| Aandeel in BE ESD-emissies 2005 | 58,78% | 35,59% | 5,63% | |
| Aandeel in maximale ETS-flexibiliteit van 2% | 1,18% | 0,71% | 0,11% | 2,00% |
| Voorlopige raming toegang ETS-flexibiliteit (kton CO ₂ -eq) | 9.270 | 5.612 | 888 | 15.770 |

Artikel 7: Extra gebruik van maximaal 280 miljoen netto-verwijderingen afkomstig van landgebruik, verandering in landgebruik en bosbouw (LULUCF)

Dankzij een nieuw flexibiliteitsmechanisme kunnen de lidstaten, indien nodig, onder bepaalde voorwaarden, gebruik maken van een beperkt aantal nettoverwijderingen. De maximumhoeveelheid, uitgedrukt in CO₂-equivalent, is voor elke lidstaat vermeld in bijlage III van de verordening.

Als de netto-verwijderingen van de sector de netto-emissies van deze sector overschrijden, na verificatie van de no debit rule van artikel 4 van de LULUCF-verordening, en als de broeikasgasemissies van een lidstaat gedurende een jaar zijn jaarlijkse emissieruimte overschrijden,

kunnen de door de LULUCF-sector gegenereerde kredieten worden gebruikt in het kader van de verordening inzake de verdeling van de inspanningen tot een maximum van 3,8 Mt CO₂-eq voor België, of gemiddeld 380 kt CO₂-eq per jaar. Een andere mogelijkheid is de verkoop van deze kredieten aan andere lidstaten om hen in staat te stellen aan de no-debit rule te voldoen. Kredieten verkregen in 2021-2025 kunnen ook worden gebankt naar de periode 2026-2030.

Als de emissies daarentegen de netto-verwijderingen overschrijden, moeten AEA's afkomstig van de ESR of van aankopen uit andere lidstaten worden gebruikt om de naleving van de no-debit rule te waarborgen.

Toewijzingsleutel artikel 7 ESR

De Commissie heeft 3 categorieën gebruikt voor het aandeel van de landbouwemissies (<15%, 15-25% en > 25%), die aanleiding geven tot 3 plafonds per lidstaat, namelijk respectievelijk 3,75%, 7,5% of 15% van de landbouwemissies van 2008-2012.

De drie gewesten vallen in dezelfde categorie, met name landbouwemissies die minder dan 15% van de totale uitstoot vertegenwoordigen. De drempel wordt daarom voor elk gewest berekend op basis van 3,75% van de gemiddelde emissies van de landbouwsector in 2008-2012, zoals gerapporteerd in de indiening van 2017 (zie onderstaande tabel, uit de impactanalyse, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016SC0249&from=EN>). De gewestelijke gegevens worden uitgedrukt in kiloton CO₂ met 3 decimalen, om de exacte hoeveelheden in ton CO₂-eq te hebben.

De gewestelijke gegevens uit de indiening voor werden zijn verstrekt door CELINE/IRCEL.



LULUCF - Burden sharing - plafond art 1

| | Percentage | Landbouw emissies 2008-2012, volgens indiening 2017 | Flexibiliteit limiet, volgens artikel 7 ESR (ktCO ₂ -eq.) | Flexibiliteit limiet, volgens artikel 7 ESR ,aangepast naar 3,8 Mt (ktCO ₂ -eq.) |
|--------------------------------|------------|---|--|---|
| Waals Gewest | 3,75% | 4.766,63 | 1.787,486 | 1.786,148 |
| Vlaams Gewest | 3,75% | 5.373,28 | 2.014,981 | 2.013,472 |
| Brussels Hoofdstedelijk Gewest | 3,75% | 1,02 | 0,381 | 0,381 |
| België | 3,75% | 10.140,92 | 3.802,847 | 3.800 |

Het lijkt aangewezen om hier ook specifieke mechanismen in overweging te nemen die ervoor zorgen dat België dit plafond volledig kan benutten, bijvoorbeeld wanneer slechts één gewest deze flexibiliteit gebruikt (zoals in de lastenverdeling 2013-2020).

Artikel 8 : Corrigerende maatregelen

Als de Commissie bij haar jaarlijkse beoordeling vaststelt dat de lidstaat onvoldoende vooruitgang boekt, moet de lidstaat een actieplan met corrigerende maatregelen opstellen met aanvullende maatregelen om te voldoen aan zijn verplichtingen en eveneens een strikt tijdschema voor de uitvoering van de aanvullende maatregelen zodat de jaarlijkse vooruitgang bij de uitvoering kan worden beoordeeld. De lastenverdeling 2030 zou daarom:

- De mogelijkheid moeten bieden om beroep te doen op een dergelijk actieplan, voor het geval de vooruitgang van België afwijkt van de jaarlijkse emissieruimte;
- In het geval een entiteit haar jaarlijkse emissieruimte niet zou respecteren, moet het ook mogelijk zijn om de modaliteiten voor de naleving ervan te bepalen.

Artikel 9 Nalevingscontrole

De voorziene bepalingen in de ESR inzake nalevingscontrole en correctieve maatregelen blijven behouden mits een aanpassing, met name dat de nalevingscontrole slechts om de vijf jaar plaatsvindt voor elk van de voorgaande jaren van de periode.

Overeenkomstig artikel 9, lid 1, dient een lidstaat die de jaarlijkse emissieruimte voor één van de jaren van de periode niet respecteert, corrigerende maatregelen toe passen:

- toevoeging van een hoeveelheid gelijk aan de hoeveelheid, uitgedrukt in ton CO₂-equivalent, vermenigvuldigd met een factor van 1,08²⁶.
- het recht van deze lidstaat om een deel van zijn AEA over te dragen, zal worden opgeschort totdat het zijn verplichtingen weer nakomt.

Volgens artikel 9.2 wordt voor een lidstaat die zijn verplichtingen in het kader van het LULUCF-reglement niet naleeft, rekening houdend met de flexibiliteitsmechanismen voorzien in de LULUCF-verordening ('no-debit rule': geen netto emissies van de sector), het aandeel van LULUCF-emissies dat de verwijderingen overschrijdt, afgetrokken van de AEA's van de lidstaat.

Artikel 10: Aanpassingen

Net als bij de ESR, past de Commissie de jaarlijkse emissieruimte voor elke lidstaat aan om rekening te houden met aanpassingen van het aantal EU- ETS-emissierechten of -kredieten. De lastenverdeling 2030 zou dit moeten voorzien.

3.4. LULUCF-verordening voor de periode 2021-2030 ((EU) 2018/841)

Deze verordening specificeert hoe de LULUCF-sector vanaf 2021 in het EU-klimaatbeleid moet worden opgenomen.

De artikelen van de LULUCF-verordening die kunnen worden opgenomen in de lastenverdeling 2030 zijn:

Artikel 4 : Toezeggingen

²⁶ De factor van 1,08 komt dus overeen met een sanctie die de vereiste inspanning verhoogt.

België zal ervoor moeten zorgen dat er vanuit de LULUCF-sector geen netto-emissies voortvloeien op zijn grondgebied, na toepassing van de boekhoudregels voorzien in de verordening en rekening houdend met de flexibiliteitsmechanismen. Dit principe wordt de regel van de neutrale en positieve balans genoemd (*no-debit rule*). Bij een netto-uitstoot wordt het deel van LULUCF-emissies dat de verwijderingen overschrijdt, afgetrokken van de AEA's van de lidstaat onder ESR (artikel 9, §2, ESR).

In de praktijk heeft België zijn *National Forest Accounting Plan* (NFAP) op 21/1/2019 ingediend. Dit rapport bevat de *Forest Reference Levels* die afzonderlijk zijn berekend voor de drie gewesten en die als referentie zullen dienen voor het berekenen van emissies of verwijderingen van bosbeheer.

In de eerste helft van april vond een wederzijdse beoordeling tussen de lidstaten plaats, ondersteund door een groep externe deskundigen en de Commissie. In juni publiceerde de Europese Commissie een samenvatting van de technische aanbevelingen uit deze beoordeling. Eind augustus vond een bilaterale bijeenkomst plaats tussen de Europese Commissie en Belgische experts (vertegenwoordigers van de 3 gewesten en Gembloux Agro BioTech) om de aanbevelingen te bespreken. Er werden geen grote problemen vastgesteld met het Belgische plan. Een herzien NFAP werd goedgekeurd door de NKC op 17-12-2019 met nieuwe prognoses opgesteld door Gembloux Agro Bio Tech.

Aangezien de bosreferentieniveaus op gewestelijk niveau in het nationale Forestry Accounting Plan worden bepaald en direct onder gewestelijke bevoegdheden vallen, net als de rapportage van emissies en verwijderingen door bosbeheer, zou de lastenverdeling met betrekking tot **bosbeheer** technisch kunnen bestaan uit een afzonderlijke boekhouding door elk van de gewesten.

Beheerd akkerland en beheerd grasland worden berekend op basis van gewestelijke rapporten, evenals emissies en verwijderingen door **bebossing/ontbossing**. Net als bij bosbeheer zou elk gewest afzonderlijk rekening kunnen houden met emissies of verwijderingen op basis van de gewestelijke inventaris.

Onder verwijzing naar de vorige lastenverdeling lijkt het logisch dat, net als voor andere broeikasgasemissies/verwijderingen, elk gewest verantwoordelijk is voor de resultaten op zijn grondgebied. In het samenwerkingsakkoord zou daarom worden gespecificeerd dat **elk gewest verantwoordelijk is voor het respecteren van de no-debit-regel op gewestelijk niveau**.

Harvested Wood Products (LULUCF): deze subsector wordt momenteel op nationaal niveau berekend op basis van FAO-statistieken. Voor deze sector zal daarom een lastenverdeling nodig zijn. Bij gebrek aan regionale statistieken over geoogste houtproducten en gezien de grote onzekerheden in gewestelijke schattingen van de jaarlijkse oogst, zou het bosoppervlak, zoals gerapporteerd in de NIR, het meest objectieve criterium voor de verdeling (zowel van het verwachte referentieniveau als van toekomstige emissies en verwijderingen) zijn.

Volgens het NIR 2019 (pg 219) is het gewestelijke aandeel als volgt:

The distribution of forests in Belgium is shown in table 6.3 .

| Regions | Forest cover | % of the total |
|------------------|---------------------|----------------------------|
| | % | Belgian forest area |
| Wallonia | 28,4% | 75,4% |
| Flanders | 13,1% | 24,3% |
| Brussels Capital | 12,3% | 0,3% |
| Belgium | 20,6% | 100% |

Table 6.34 Forest cover in Belgium (source: National Institute of Statistics and regional forest inventories)

De verdeelsleutel van het HWP-referentieniveau en van toekomstige emissies/verwijderingen zou daarom het aandeel van de totale oppervlakte overeenkomstig de tabel zijn. Voorgesteld wordt om deze NIR-referentie te gebruiken omdat het een gemakkelijk toegankelijk openbaar document is.

Artikelen 11 (Flexibiliteit) en 12 (Algemene flexibiliteit)

De lidstaten hebben de mogelijkheid om de emissies in één boekhoudkundige categorie te compenseren door verwijderingen in een andere boekhoudcategorie op hun grondgebied (berekening overeenkomstig artikel 4). Emissies die de nettoverwijderingen overschrijden, moeten worden gecompenseerd door de annulering van AEA onder ESR (artikel 12, §1). Overtollige emissies van de categorie "bosbeheer" kunnen echter worden gecompenseerd op basis van artikel 13, met een door de lidstaat vastgesteld compensatieplafond.

Anderzijds kunnen de lidstaten ook de nettoverwijderingen opsparen voor hun afrekeningen over de periode van tien jaar. Ook kunnen nettoverwijderingen worden overgedragen tussen lidstaten om ervoor te zorgen dat de regel van de neutrale of positieve balans wordt nageleefd. Tenslotte moeten de lidstaten zorgen voor een adequate opvolging, in overeenstemming met de verordening, om te kunnen genieten van deze flexibiliteit.

Voor België zal de mogelijkheid voor de gewesten om deze flexibiliteit geheel of gedeeltelijk te gebruiken, moeten worden besproken in het kader van de lastenverdeling 2030.

Het mogelijke gebruik van LULUCF-kredieten is geplafonneerd op Belgisch niveau, overeenkomstig artikel 7 van de ESR-verordening. Dit aspect komt aan bod in punt 2.3 (ESR-sectie, artikel 7).

Artikel 13 (Flexibiliteit voor beheerde bosgrond)

Artikel 13 voorziet in een "compensatieplafond", dat het mogelijk maakt om een deel van de potentiële emissies van bosbeheer niet mee te rekenen. Dit plafond is vastgesteld door aan de historische emissies/verwijderingen percentages toe te kennen, bepaald in functie van het relatieve belang van hun bosoppervlakte ten opzichte van de totale oppervlakte. Voor België bedraagt het plafond 2,2 Mt (6% van de -36,1 Mt van de verwijderingen gerapporteerd in 2000-2009 op het moment van goedkeuring van de verordening). Dit plafond kan worden verdeeld tussen gewesten volgens het percentage dat op Europees niveau wordt toegepast, op basis van de versie van de inventarissen die bij de vaststelling van de verordening werd gebruikt. Het lijkt echter aangewezen om in dit geval ook specifieke bepalingen te overwegen om te garanderen dat België ten volle van dit plafond gebruik kan maken, door passende mechanismen te voorzien voor het geval dat bijvoorbeeld slechts één regio gebruik wil van maken (zoals in de lastenverdeling 2013-2020).

Opgemerkt moet worden dat het compensatiepercentage afhangt van het percentage bosareaal.

Als we verwijzen naar document WK 9076/2017 INIT van 6/9/2017 (zie extracten hieronder), lijkt het moeilijk om de Europese sleutel strikt toe te passen. Volgens het aandeel in het bosareaal (zie hierboven onder HWP), zou alleen het Waalse Gewest recht hebben op een compensatie van 6% van zijn gemiddelde verwijderingen (het bereikt niet de drempel van "bosrijke landen" van 34,8% van het bosgebied), terwijl Vlaanderen en het BHG recht zouden hebben op 2% van hun gemiddelde verwijderingen. Op deze manier zou er echter een saldo beschikbaar blijven op Belgisch niveau.

De eenvoudigste optie zou daarom zijn om het plafond te verdelen door het Belgische percentage toe te passen op elk gewest, d.w.z. 6% van de in 2017 gerapporteerde verwijderingen, vermenigvuldigd met de 10 jaar van de periode. Dit komt neer op het toepassen van de Europese sleutel, maar zonder de gewesten te classificeren op basis van hun aandeel bosgebied. De totaal zo berekende compensatie van 2,16 Mton is door de Commissie afgerond op 2,20 Mton. Deze extra hoeveelheid wordt over de gewesten verdeeld in verhouding tot hun gemiddelde verwijderingen. De gegevens worden uitgedrukt in kiloton CO₂ met 3 decimalen, om de exacte hoeveelheden in ton CO₂-eq te hebben.

| | Compensatie in % | Gemiddelde verwijderingen volgens indiening 2017 | Maximale compensatie volgens artikel 13 (Mt CO ₂) | Compensatie plafond volgens artikel 13, aangepast naar 2,20 Mt (eenheid: kt CO ₂) |
|--------------------------------|------------------|--|---|---|
| Waals Gewest | 6% | -2,82 | -1,69 | -1.721,296 |
| Vlaams Gewest | 6% | -0,77 | -0,46 | -468,519 |
| Brussels Hoofdstedelijk Gewest | 6% | | | -10,185 |
| België | 6% | -0,02 | -0,01 | -2.200 |



WK-9076-2017-INIT-E
N non paper PCDY 18C

4. Amount of the compensation

The total maximum amount of potentially available compensations for the EU as a whole will be -359,5 MtCO₂eq/10years.

Very forest rich countries (i.e: above 45%) with a total land area below the EU28 average total land area have fewer possibilities to increase the sink compared to larger forest rich countries and thus require a higher compensation factor. To accommodate the special circumstances and need of small, forest-rich countries, an additional compensation factor was therefore introduced. The maximum amount of compensation for the 10-year period may be calculated (Table 1):

- MS average forest sink (2000-2009) x compensation factor x 10
- MS are divided into four groups based on the ratio of forest area/total land area – the EU average ratio is 34,8%.
- A compensation factor is applied to each group: 32%; 12%; 6%; 2%
 - Small, very forestry rich MS -> over 45% forest area/total land area ratio
 - Forest rich MS -> 45% - 34,8%
 - medium rich -> between average and ½ of average
 - Forest poor MS -> below ½ of average

Eligibility criteria (remain as stated in the former non-paper):

- Long-term low emission strategy submitted in accordance with Governance Article 14;
- Compensation applies only on debits on the sink side;
- A MS may compensate up to the amount of forest related debits as counted, but only up to the maximum amount set in the new Annex.

All units MtCO₂eq

| A* | B | C | D | E* |
|----------------|---------------------------------------|--------------|---------------------------|--|
| Member State | Avg forest cover/land cover 2000-2009 | Comp. factor | Avg forest sink 2000-2009 | Compensation limit (sink x factor x 10yrs) |
| Austria | 45,2% | 32,0% | -5,34 | -17,1 |
| Belgium | 22,8% | 6,0% | -3,61 | -2,2 |
| Bulgaria | 32,4% | 6,0% | -9,31 | -5,6 |
| Czech Republic | 33,1% | 6,0% | -5,14 | -3,1 |
| Cyprus | 17,2% | 2,0% | -0,15 | -0,03 |
| Germany | 29,6% | 6,0% | -45,94 | -27,6 |
| Denmark | 12,6% | 2,0% | -0,56 | -0,1 |
| Estonia | 50,9% | 32,0% | -3,07 | -9,8 |
| Greece | 25,4% | 6,0% | -1,75 | -1,0 |
| Spain | 28,2% | 6,0% | -26,51 | -15,9 |
| Finland | 64,5% | 12,0% | -36,79 | -44,1 |
| France | 35,1% | 12,0% | -51,23 | -61,5 |
| Croatia | 40,9% | 12,0% | -8,04 | -9,6 |
| Hungary | 19,7% | 6,0% | -1,58 | -0,9 |
| Ireland | 6,4% | 2,0% | -0,85 | -0,2 |
| Italy | 24,0% | 6,0% | -24,17 | -14,5 |
| Lithuania | 31,0% | 6,0% | -5,71 | -3,4 |
| Luxembourg | 32,8% | 6,0% | -0,49 | -0,3 |
| Latvia | 47,9% | 32,0% | -8,01 | -25,6 |
| Malta | 0,2% | 2,0% | 0,00 | 0,0 |
| Netherlands | 8,4% | 2,0% | -1,72 | -0,3 |
| Poland | 27,7% | 6,0% | -37,50 | -22,5 |
| Portugal | 39,9% | 12,0% | -5,13 | -6,2 |
| Romania | 27,8% | 6,0% | -22,34 | -13,4 |
| Sweden | 61,7% | 12,0% | -39,55 | -47,5 |
| Slovakia | 39,8% | 12,0% | -5,42 | -6,5 |
| Slovenia | 49,3% | 32,0% | -5,38 | -17,2 |
| United Kingdom | 10,8% | 2,0% | -16,37 | -3,3 |
| EU28 | 34,8% | | -372 | -359,5 |

*This columns will be included in Annex to the legal text.

Artikel 14 : Nalevingscontrole

Dit artikel legt vast aan welke de eisen lidstaten moeten voldoen om een boekhoudkundige controle van de naleving door de Europese Commissie te garanderen (in 2027 en 2032). De noodzaak om dergelijke nalevingsrapporten op te stellen, zou in het samenwerkingsakkoord kunnen worden vermeld.

3.5. Herziening van de ETS-richtlijn 2021-2030 ((EU) 2018/410)

Artikelen 10, §1, en 10, §2 met betrekking tot de veilingopbrengsten

Overeenkomstig artikelen 10, §1, en §2, zullen de veilingopbrengsten worden verdeeld tussen de entiteiten.

Artikel 10bis, §6 met betrekking tot het gebruik van de veilingopbrengsten

Overeenkomstig artikel 10bis, §6, streven de lidstaten ernaar niet meer dan 25% van de opbrengsten uit de veiling van emissierechten te gebruiken voor financiële maatregelen (ten behoeve van sectoren die aan een koolstofweglekrisico zijn blootgesteld door het doorrekenen van de broeikasgasemissiekosten op de elektriciteitsprijs). De lidstaten die meer dan 25% uitgeven, dienen een rapport op te maken met de redenen voor de overschrijding van dat percentage.

3.6. Richtlijn 2018/2001 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen²⁷

Naast artikel 3 dat een bindende doelstelling op vlak van hernieuwbare energie vastlegt op het niveau van de Unie en ondanks het verdwijnen van een bindende doelstelling voor elke lidstaat, verplicht de herziene richtlijn hernieuwbare energie de lidstaten om een nationale bijdrage aan de Europese doelstelling vast te leggen.

Daarnaast voorziet zij twee subdoelstellingen: een bindende doelstelling voor wat betreft het aandeel hernieuwbare energie in de vervoerssector evenals een subdoelstelling op het gebied van geavanceerde biobrandstoffen in de vervoerssector. Bovendien voorziet zij een indicatieve doelstelling in de verwarmings- en koelingssector. Al deze doelstellingen van verschillende aard, kunnen worden besproken als onderdeel van de lastenverdeling 2030.

Artikel 3 : Bindend algemeen streefcijfer van de Unie voor 2030

In dit artikel wordt een bindende doelstelling van 32% hernieuwbare energie op Europees niveau vastgelegd in 2030 (artikel 3, §1). Hoewel de lidstaten geen bindende doelstelling opgelegd krijgen, moeten zij conform de richtlijn hernieuwbare energie een nationale bijdrage vaststellen om collectief te voldoen aan de 32%-doelstelling van de Unie (artikel 3, §2). Er wordt op gewezen dat de lidstaten aanvullende maatregelen moeten nemen in het geval dat, uit de beoordeling van de Commissie van de nationale energie-klimaatplannen in 2019 zou blijken dat het aandeel hernieuwbare energie op het

²⁷ Beslissing te nemen op ENOVER-niveau

niveau van de Unie niet overeen zou komen met het traject van de Unie naar de doelstelling van minimum 32% hernieuwbare energie (cf. artikel 31 Governance-verordening).

De lidstaten moeten eveneens hun minimaal aandeel dat is vastgesteld in hun 2020-doelstellingen voor hernieuwbare energie (voor België: 13%), respecteren in het bruto eindverbruik van energie (artikel 3, §4.)

Artikel 23 : Integratie van hernieuwbare energie in verwarming en koeling

Conform dit artikel streeft elke lidstaat ernaar het aandeel van de hernieuwbare energie nodig voor verwarming en koeling jaarlijks met ten minste 1,3 procentpunt (pp) (inclusief afvalwarmte) te verhogen, bij wijze van indicatie, elk jaar ten opzichte van het in 2020 bereikte niveau. Deze doelstelling zou kunnen worden meegenomen in de lastenverdeling.

Artikel 25 : Integratie van hernieuwbare energie in de vervoersector

De herziene richtlijn met betrekking tot hernieuwbare energie legt eveneens een doelstelling van 14% hernieuwbare energie vast in de vervoerssector, waarvan de lastenverdeling 2030 de modaliteiten ivm verdeling zou kunnen bepalen.

Het artikel verduidelijkt eveneens de manier waarop deze doelstelling al dan niet kan worden bereikt en voegt een minimum subdoelstelling toe voor geavanceerde biobrandstoffen en biogas geproduceerd uit de in bijlage IX van de richtlijn opgenomen grondstoffen van 0,2% in 2022, minstens 1% tegen 2025 en minstens 3,5% tegen 2030.

Daarnaast kunnen de samenwerkingsmechanismen die in de volgende artikelen worden genoemd, worden besproken in het kader van de lastenverdeling 2030:

Artikel 8: Statistische overdrachten tussen lidstaten.

Artikel 9: Gezamenlijke projecten tussen de lidstaten.

Artikel 11: Gezamenlijke projecten tussen lidstaten en derde landen.

Artikel 13: Gezamenlijke steunregelingen

Artikel 5: Openstelling van steunregelingen voor elektriciteit uit hernieuwbare bronnen :

De Commissie zou op basis van haar beoordeling van de uitvoering van artikel 5 (uiterlijk tegen 2023 te realiseren) de lidstaten kunnen verplichten om de deelname aan hun steunregelingen gedeeltelijk open te stellen voor producenten gevestigd in andere lidstaten, met het oog op een opening van 5% tegen 2025 en van 10% tegen 2030. Als dit het geval is, moeten de distributiemodaliteiten tussen de entiteiten worden gedefinieerd in de lastenverdeling.

3.7. Richtlijn energie-efficiëntie ((UE) 2018/2002)²⁸

²⁸ Beslissing te nemen op ENOVER-niveau

Mocht energie-efficiëntie besproken worden in het kader van de lastenverdeling 2030, zouden onderstaande artikelen van de richtlijn interessant kunnen zijn:

Artikel 3 : Doelstelling energie-efficiëntie

Het artikel verduidelijkt dat elke lidstaat **indicatieve** nationale energie-efficiëntiebijdragen vaststelt met als objectief de doelstellingen van 2030 van de Unie te behalen. Deze doelstelling is niet bindend. Niettemin is deze doelstelling tegelijkertijd gekoppeld aan de reductie van BKG-emissies in de niet-ETS-sector. Daarnaast voorziet het artikel ook in de mogelijkheid voor de Commissie om in 2023 een wetgevingsvoorstel in te dienen dat de doelstellingen naar boven zou kunnen herzien. In dit geval zou een verdeling tussen de entiteiten nodig zijn.

Artikel 7, punt 1) : Verplichting inzake energiebesparingen

Dit artikel voorziet dat de lidstaten een cumulatieve besparing op het eindverbruik van energie moeten behalen.

De gefedereerde entiteiten zullen bijdragen aan de Belgische bijdrage met beleid en maatregelen en de federale staat zal, binnen het kader van zijn eigen bevoegdheden, bijdragen aan de Belgische bijdrage door begeleidende maatregelen.

3.8. Internationale klimaatfinanciering

Momenteel ligt de jaarlijkse bijdrage van België aan de internationale klimaatfinanciering voor de periode 2016 tot 2020 vast op 50 miljoen €; hiervoor bestaat een verdeelsleutel tussen de entiteiten²⁹.

Punt 53 van het [besluit 1-/CP.21](#) voorziet echter dat de ontwikkelde landen hun mobilisatie verderzetten tot in 2025. België zal daarom een budget moeten voorzien voor de internationale klimaatfinanciering na 2020, waarvan de verdeling ervan tussen de entiteiten zal moeten besproken worden in het kader van de discussies voor de lastenverdeling 2030.

Anderzijds bepaalt artikel 9, §3, van het Akkoord van Parijs dat de mobilisatie van financiële middelen verder moet gaan dan de voorbije inspanningen. Zo zou er voor de periode vanaf 2020 een verhoging van de Belgische deelname aan internationale klimaatfinanciering kunnen zijn.

²⁹ Zie art. 41 van BS 2020.

Bijlage 1 - Principes

Mandaat 2017: De werkgroep *Burden Sharing 2030* zal een samenvatting opmaken van de verschillende principes die werden toegepast in het kader van de onderhandelingen van de *Burden Sharing 2013-2020* om de verschillende luiken van het akkoord te verdelen. In de nota zal een voorstel opgenomen zijn van de analyse van de toegepaste principes in 2013-2020, evenals andere opties gebaseerd op de geformuleerde principes in bestaande adviezen (onder meer van de FRDO en de Senaat).

1. Principes gehanteerd bij de inspanningsverdeling 2013-2020

Opmerking: de hieronder vermelde principes werden gehanteerd bij de lastenverdeling 2013-2020 maar dienen niet noodzakelijk gehanteerd te worden bij de lastenverdeling 2021-2030.

a) Verdeling van de Belgische jaarlijkse emissieruimte (Niet-ETS)

- De Belgische jaarlijkse emissieruimte wordt volledig verdeeld onder de gewesten.
- Het in rekening brengen van de specifieke situatie van Brusselse s voor de verdeling van de Belgische doelstelling inzake BKG-emissiereductie en hernieuwbare energie
- Het traject van elk gewest wordt opgebouwd in lijn met de Europees gehanteerde methode.
- Europese herzieningen van het nationale traject worden, met toepassing van de Europees gebruikte herzieningsmethode, doorgerekend naar de gewesten.
- Intra-Belgisch kan, in bepaalde hypothesen, het traject herrekend worden, voor de nog niet afgerekende nalevingsjaren, als gevolg van een aanpassing van de methode voor de bepaling van de wegtransportemissies.

Federale bijdrage

Niet-ETS:

- De federale overheid biedt een resultaatsgarantie die bestaat uit het verderzetten van de bestaande PAMS door het voortzetten van een totaal becijferd reductie-effect.
- De federale overheid garandeert een middelenverbintenis die bestaat uit een reductie van de niet-ETS-emissies in de gewesten, op basis van nieuwe PAM's waarvan de bijkomende impact eveneens zal gekwantificeerd worden.
- Het federale niveau neemt alle noodzakelijke maatregelen om het brandstofsurplus maximaal te verminderen.

Solidariteitsprincipe

Niet-ETS:

- c) Voorkooprecht : voordat een gewest nalevingseenheden kan verkopen of aankopen in het buitenland, wordt de mogelijkheid van een intergewestelijke transactie bekeken. Een dergelijke verkoop gebeurt aan 75% van de marktwaarde.
- d) Wanneer een gewest zijn jaarlijkse emissieruimte voor een bepaald jaar van de nalevingsperiode heeft overschreden en ze emissieruimte-eenheden leent van een ander gewest, zodat België zijn jaarlijkse doelstelling kan halen, draagt dit gewest het jaar nadien 75% van de emissieruimte-eenheden over die ze geleend heeft aan het gewest die deze eenheden uitleende.

Flexibiliteit

Niet-ETS:

- Elk gewest krijgt toegang tot alle flexibiliteitsmechanismen, die voorzien zijn in het Europese kader.
- Indien het gebruik van een flexibel instrument kwantitatief beperkt is op Europees niveau, wordt het Europese limietpercentage toegepast op elk gewest.

Rapportering

Niet-ETS:

- De gewesten rapporteren jaarlijks hun definitieve broeikasgasemissies in de niet-ETS-sectoren aan de NKC.
- De federale overheid rapporteert jaarlijks over de uitvoering van haar verplichtingen.
- De NKC en ENOVER rapporteren jaarlijks over de uitvoering van de door de entiteiten opgenomen verbintenissen. Dit rapport wordt overgemaakt aan de parlementen.

Naleving en sancties

Niet-ETS:

- Elk gewest is verplicht om jaarlijks te beschikken over evenveel nalevingseenheden als haar BKG-emissies in de niet-ETS-sectoren.
- Indien België in een bepaald jaar van de nalevingsperiode een negatief nalevingsstatuscijfer heeft, worden de Europese sancties uit de niet-ETS-regelgeving (nl. plan corrigerende maatregelen, toepassing kortingsfactor op emissieruimte volgend jaar) doorgetrokken naar de gewesten die niet voldoen aan hun verplichtingen.
- Indien de federale overheid haar doelstelling inzake de voortzetting van bestaande PAMs niet nakomt, compenseert zij de gewesten daar financieel voor.

b) ETS

- De verdeling van de Belgische inkomsten uit de veiling van ETS-emissierechten onder alle entiteiten, volgens een vooraf gedefinieerde verdeelsleutel.

c) Internationale klimaatfinanciering

- De verplichting van elke entiteit om bij te dragen aan de internationale financiering

d) Hernieuwbare energieën

Verdeling van de Belgische doelstelling inzake energie geproduceerd vanuit hernieuwbare bronnen

- De Belgische doelstelling van 13% is omgezet in een absolute waarde, rekening houdend met de indicatieve doelstelling van het finale energieverbruik, gecommuniceerd door België in het kader van de richtlijn 2012/27/EG.
- Elke overeenkomstsluitende partij verbindt zich ertoe haar energieproductie uit hernieuwbare bronnen tot op een bepaalde absolute waarde te brengen in 2020.
- De aan de gewesten toegewezen doelstellingen houden rekening met de federale bijdrage aan de Belgische doelstelling voor hernieuwbare energie in de transportsector.

- De federale overheid is verantwoordelijk voor het behalen van de doelstelling hernieuwbare energie in de vervoerssector, rekening houdend met het beleid en de maatregelen van de gewesten om het gebruik van hernieuwbare energie in deze sector te bevorderen.
- De federale overheid en de gewesten keuren elk een actieplan goed inzake energieproductie uit hernieuwbare bronnen.

Samenwerkings- en solidariteitsmechanismen

- Elke partij kan beroep doen op de samenwerkingsmechanismen die voorzien zijn in het kader van de richtlijn 2009/28/EG.
- De overeenkomstsluitende partij die deze samenwerkingsmechanismen wenst te gebruiken om zijn tekort te compenseren, geeft eerst de andere overeenkomstsluitende partijen de mogelijkheid om een intern voorstel tot samenwerking te formuleren.
- Als één of meerdere overeenkomstsluitende partijen een geschat tekort en andere partijen een geschat overschot hebben, moeten deze surplussen, als ze verkocht worden, prioritair worden voorgesteld ter verkoop aan de partijen die een tekort hebben.
- Mochten deze surplussen daarentegen onvoldoende zijn voor het bereiken van de doelstellingen van alle overeenkomstsluitende partijen, dan zullen deze surplussen worden toegewezen pro rata aan het deel van de vragende overeenkomstsluitende partijen met een geschat tekort om hun respectievelijk geschatte tekorten te compenseren.

Solidariteitsprincipe

- De intergewestelijke solidariteit is uitgewerkt onder de vorm van een korting die evenredig is aan de geproduceerde hoeveelheid hernieuwbare energie, die wordt toegekend aan een gewest met een geschat tekort door een andere gewest met een geschatte overschot.

2. Principes uit de adviezen van de FRDO, de Senaat en anderen

a) Aanbevelingen van de Senaat (Rapport van 23 januari 2017³⁰)

Voorbereiding

“6. De Senaat beveelt aan maximaal te anticiperen op de toekomstige intra-Belgische verdeling van de doelstellingen 2030 door de nodige technische bestanddelen te analyseren en door de vereiste opeenvolgende arbitrages over de verschillende gedeelten voor te bereiden.”

Mutualiteitsprincipe

“3. De Senaat beveelt aan dat de Gewesten en de federale overheid streven naar een maximale samenwerking en coherentie in hun klimaatbeleid en daarbij het mutualiteitsprincipe toepassen. Dat betekent dat ze telkens ook nagaan wat de eventuele impact van een maatregel is op het klimaatbeleid van een andere entiteit en zodanig proberen te handelen dat de effectiviteit van de maatregelen van alle andere beleidsniveaus wordt versterkt.

³⁰<https://www.senate.be/www/?MItabObj=pdf&MIcolObj=pdf&MInamObj=pdfid&MItypeObj=application/pdf&MIvalObj=100663694> Compleet dossier:
<https://www.senate.be/www/?MIval=/dossier&LEG=6&NR=253&LANG=fr>
<https://www.senate.be/www/?MIval=/dossier&LEG=6&NR=253&LANG=fr>

4. De Senaat beveelt aan de blijvende dialoog te versterken tussen de Federale Staat en de Gewesten, via de Nationale Klimaatcommissie, ook in tijden van regeringsvormingen en lopende of voorzichtige zaken. Ook de Gemeenschappen moeten hierbij worden betrokken voor de aangelegenheden die hen aanbelangen.”

Verdeelsleutels

“8. De Senaat beveelt aan dat elke entiteit bijdraagt aan de klimaatinspanningen overeenkomstig zijn specifieke kenmerken, om zo op een zo efficiënt mogelijke manier het voor het klimaat meest gunstige resultaat te behalen voor de verschillende overheden samen en tegelijkertijd een billijke verdeling tussen elke entiteit te waarborgen.

9. De Senaat beveelt aan de veilingopbrengsten te verdelen a rato van de absolute reductie van de verschillende entiteiten³¹.”

Methode

“21. De Senaat beveelt aan de Nationale Klimaatcommissie te verzoeken een langetermijnvisie uit te werken en een routekaart op te stellen voor het gezamenlijk klimaatbeleid: voor de *burden-sharing* 2021–2030 een tijdslijn met precieze doelstellingen opstellen van de te nemen beslissingen die coherent moeten zijn met de dwingende doelstellingen van de Europese Unie en met de doelstellingen van het Akkoord van Parijs.

26. De Senaat beveelt aan het ontwerp van het geïntegreerde nationaal energie- en klimaatplan 2021–2030 zo snel mogelijk aan dit interparlementair overlegorgaan voor te leggen zodat er voldoende tijd is om dit afdoende te bespreken met de betrokken parlementsleden.”

Andere aanbevelingen van de Senaat, die een link kunnen hebben met de lastenverdeling

“1. De Senaat beveelt aan dat elke federale en regionale overheid, met het oog op een betere kwaliteit van de dialoog tussen de verschillende overheden, een klimaatstrategie, stevig verankerd in een beleid inzake duurzame ontwikkeling, op lange termijn uitwerkt die zelfs verder gaat dan 2030, en deze met haar parlement bespreekt.

2. De Senaat beveelt aan te zorgen voor een ambitieus en coherent klimaat- en transitiebeleid dat het mogelijk maakt de conclusies van het Akkoord van Parijs na te leven. Daarvoor moeten de betrokken overheden gezamenlijk en met alle beleidsdomeinen die daartoe bijdragen, de te ondernemen acties op alle betreffende gebieden bepalen en een gecoördineerde versie op lange termijn uitwerken waarbij een koolstofarme samenleving het einddoel moet zijn.

5. De Senaat beveelt aan de beschikbare instrumenten en middelen te versterken en uit te werken voor de uitbouw van het klimaatbeleid, en met name door de desbetreffende diensten van de administraties op alle niveaus te versterken.

21. De Senaat beveelt aan de Nationale Klimaatcommissie te verzoeken een langetermijnvisie uit te werken en een routekaart op te stellen voor het gezamenlijk klimaatbeleid

12. De Senaat beveelt aan dat het Overlegcomité een belangrijkere rol vervult vooraf en bij de follow-up van het werk van de Nationale Klimaatcommissie, als politiek toezichtorgaan en ontmoetingsplaats van overheden. In die hoedanigheid zal het systematisch de taken en de werking van de Nationale Klimaatcommissie bespreken en zal telkens indien nodig, en zo vroeg mogelijk, de punten bespreken waarvoor beleidsarbitrage nodig is waarmee de Nationale Klimaatcommissie vooruitgang kan boeken bij de uitvoering van haar opdrachten.

b) Aanbevelingen van de FRDO (Advies van 25 oktober 2013³²)

“[15] De FRDO betreurt dat er nog geen beslissing is genomen over de burden sharing en herinnert eraan dat dit begrip niet alleen de broeikasgassen, de hernieuwbare energie en de inkomsten uit de emissiehandel betreft, maar ook de internationale financiering van het klimaatbeleid. De verdeling van de inspanningen moet billijk gebeuren, er moet over worden beslist op basis van objectieve en transparante criteria, de klemtoon moet worden gelegd op het intern bereiken van de doelstellingen en die verdeling moet ook worden uitgevoerd voor een Europese doelstelling tot het verminderen van de uitstoot met -30 % tegen 2020, een doelstelling die België ondersteunt. De verbintenissen die zijn opgenomen in het akkoord over burden sharing moeten gepaard gaan met een mechanisme tot jaarlijkse opvolgingen verificatie waarmee de vooruitgang kan worden geëvalueerd en tijdig corrigerende acties kunnen worden toegepast.

[16] Volgens de raad moeten de beslissingen over het verdelen van de inspanningen volgens een strikt na te leven timing worden genomen, waarbij wordt uitgegaan van basiswerkzaamheden van de Nationale Klimaatcommissie om vervolgens snel over te gaan naar het overlegcomité, met als doel een akkoord te formaliseren.”

c) Aanbevelingen uit FRDO advies over klimaatgovernance uit 2013

Methode voor verdeling doelstellingen

*De FRDO ondersteunt in het bijzonder het idee om voor alle klimaatdossiers een **methode voor de verdeling van de inspanningen** toe te passen.*

Een rol voor de parlementaire vergaderingen

*“[10] De raad is van oordeel dat de politieke context van 2015, en in het bijzonder de mediabelangstelling rond de COP21, een belangrijke rol heeft gespeeld in het feit dat het akkoord over de burden sharing kon worden afgesloten, 7 jaar nadat het Europese energie-klimaatpakket werd goedgekeurd en na een jaar van intense onderhandelingen (zie ook punt 2.4. hierover). Om een dergelijke traagheid te vermijden, is de raad van mening dat de parlementen hun gewicht in de schaal moeten werpen om de internationale en Europese **doelstellingen** zo snel mogelijk **te verdelen** tussen de federale staat en de gewesten. Om die verdeling te verzekeren zou bovendien een **responsabiliseringssysteem** moeten worden overwogen en in een wetgevingskader worden opgenomen.*

*[11] Om te garanderen dat de doelstellingen die de regeringen hebben onderschreven daadwerkelijk worden uitgevoerd, moeten ook de parlementen een rol spelen. In zijn advies van 2013, paragraaf 17, riep de raad ertoe op “een controlesysteem en responsabiliseringsmechanismen in te voeren om de bepalingen die op het vlak van klimaatgovernance zijn genomen en de verbintenissen (vermindering broeikasgasemissies, hernieuwbare energie, energiebesparingen en internationale klimaatfinanciering) die de federale overheid en de gewestregeringen zijn aangegaan, te doen naleven. De FRDO beveelt aan om in dit kader **een permanent ad hoc comité** op te richten waarin zowel federale parlamentsleden als leden van de drie gewestparlementen zetelen”.*

In detail onderhandelen

*“[13] De raad beveelt dan ook aan om intensiever te onderhandelen om **zo snel mogelijk** die opties definitief in te vullen en de punten van het samenwerkingsakkoord te verduidelijken”*

³²<http://www.frdo-cfdd.be/sites/default/files/content/download/files/2013a12f.pdf>

d) Advies over de concretisering van de transitie van België naar een koolstofarme maatschappij in 2050 gezamenlijk opgesteld door FRDO, ESRBHG, RLBHG, Minaraad, SERV, CESW & CWEDD van 2014

“[13] De transitiestrategie moet doelstellingen bevatten voor de vermindering van broeikasgasemissies met als horizon 2050 (met tussentijdse doelstellingen voor 2030 en 2040), en tegelijk garanderen dat de doelstellingen die vermeld zijn in § [3] van dit advies worden behaald. Discussies over (de verdeling van) doelstellingen mogen echter de afstemming en integratie van concrete maatregelen tussen het federale en het gewestelijke niveau niet overschaduwen of hypothekeren (zoals bv. de discussies over de burden sharing).”.

e) Advies van Raad van State inzake het samenwerkingsakkoord lastenverdeling 2013-2020

“Met een samenwerkingsakkoord wordt getracht een oplossing te bieden voor de moeilijkheid die erin bestaat om, in een stelsel van exclusieve bevoegdheden, gezamenlijk een beleid uit te werken. Daartoe en gelet op het beginsel van federale loyaliteit, dat verankerd is in artikel 143, § 1, van de Grondwet, is het van essentieel belang dat bij het vaststellen van de respectieve rechten en plichten van de partijen bij het akkoord een algeheel evenwicht bereikt wordt. Zulks houdt in dat, wanneer de partijen bij een samenwerkingsakkoord een solidariteitsmechanisme invoeren, van dat mechanisme gebruikgemaakt moet kunnen worden door elk van de partijen of dat, indien zulks niet het geval is, daarvoor een redelijke verantwoording gegeven wordt door overwegingen die ter zake dienen en relevant zijn in het licht van de inhoud van het akkoord en het algeheel evenwicht waarop dat akkoord steunt³³.”

f) Gemeenschappelijke verklaring over het klimaatbeleid in België (Interparlementair klimaatoverleg – 13 november 2017)

“6. In samenspraak met de sectoren, zoals mobiliteit, huisvesting en gebouwen, landbouw, tuinbouw en veeteelt, industrie en energieproductie, moet een gezamenlijke klimaatvisie 2030 en 2050 worden uitgewerkt. De federale en gewestelijke entiteiten moeten een stappenplan vastleggen over verschillende zittingsperioden heen, met becijferde streefdoelen en tussendoelstellingen en dit op basis van een kosten-/ batenanalyse per sector.

9. Het interparlementair klimaatoverleg pleit ervoor dat de Belgische jaarlijkse bijdrage aan de internationale klimaatfinanciering getuigt van een internationale klimaatambitie die zo mogelijk jaarlijks toeneemt. Een en ander moet met name concreet gestalte krijgen in de voortzetting en de verhoging van de begrotingsvastleggingen van de verschillende entiteiten voor de internationale

³³ Bij paragraaf 2, derde lid, wordt een mechanisme van „intergewestelijke solidariteit“ ingevoerd.

Zoals de gemachtigden van de ministers bevestigd hebben, kan de federale Staat geen gebruik maken van dat mechanisme. Volgens de gemachtigden is zulks het resultaat van de politieke onderhandelingen die gevoerd zijn met het oog op het sluiten van het voorliggende samenwerkingsakkoord. Noch het dossier, noch de uitleg van de gemachtigden biedt een nauwkeuriger verantwoording voor het feit dat de federale Staat uit het ontworpen solidariteitsmechanisme uitgesloten wordt.

Met een samenwerkingsakkoord wordt getracht een oplossing te bieden voor de moeilijkheid die erin bestaat om, in een stelsel van exclusieve bevoegdheden, gezamenlijk een beleid uit te werken. Daartoe en gelet op het beginsel van federale loyaliteit, dat verankerd is in artikel 143, §1, van de Grondwet, is het van essentieel belang dat bij het vaststellen van de respectieve rechten en plichten van de partijen bij het akkoord een algeheel evenwicht bereikt wordt. Zulks houdt in dat, wanneer de partijen bij een samenwerkingsakkoord een solidariteitsmechanisme invoeren, van dat mechanisme gebruikgemaakt moet kunnen worden door elk van de partijen of dat, indien zulks niet het geval is, daarvoor een redelijke verantwoording gegeven wordt door overwegingen die ter zake dienen en relevant zijn in het licht van de inhoud van het akkoord en het algeheel evenwicht waarop dat akkoord steunt. Het akkoord dient op dit punt opnieuw bekeken en in voorkomend geval herzien te worden.

klimaatfinanciering om internationaal concrete projecten te realiseren met het oog op de verhoging van de aanpassingsmogelijkheden in de ontwikkelingslanden, zij het door 3 technologische innovatie, die de mogelijkheid biedt de levensstandaard te verhogen en tevens de uitstoot van broeikasgassen te beperken, dan wel door energie-efficiëntie, door duurzaam beheer van de bodems, de landbouw en de bossen, door het beheer van de watervoorraden, enz.

12. Het interparlementair klimaatoverleg roept de leden van de diverse parlementaire assemblees op om in de Kamer een klimaatwet en in de gewestparlementen klimaatdecreten en -ordonnanties met een positieve ingesteldheid te onderzoeken, met becijferde tussendoelstellingen en bijhorende klimaatbegrotingen ter terugdringing van de broeikasgasuitstoot.

29. Het interparlementair klimaatoverleg is de uitdrukking van een streven naar overleg en intensieve samenwerking over een uiterst belangrijk thema voor België en zijn Gewesten. De parlementsleden die aan het overleg hebben deelgenomen, onderstrepen de verrijking van de uitwisselingen tussen hun parlementen inzake klimaatbeleid en herhalen hun vastberaden voornemen om ambitieuze klimaatdoelstellingen na te streven.

30. Het interparlementair klimaatoverleg onderstreept dat het klimaatbeleid van de federale Staat en dat van de Gewesten maximaal complementair moeten zijn. Daartoe hebben de verschillende assemblees afgesproken dat het overleg tussen de federale overheid en de Gewesten wordt voortgezet binnen de Nationale Klimaatcommissie en binnen ENOVER / CONCERE voor het energiebeleid."